

Chambre des Représentants

SÉANCE DU 8 OCTOBRE 1919

Proposition de loi portant revision de certains articles de la loi organique de l'instruction primaire du 19 mai 1914 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HARMIGNIE.

MESSIEURS,

Il n'est personne qui méconnaisse la nécessité d'améliorer notablement la situation matérielle du personnel de l'enseignement primaire.

Le traitement légal fixé par la loi du 19 mai 1914 est devenu insuffisant pour lui permettre de vivre honorablement.

Il est urgent de prendre cette mesure dans l'intérêt de la dignité et du prestige de l'instituteur et du recrutement du corps enseignant.

Certes, dans les villes et communes importantes, les administrations communales ont alloué aux instituteurs un traitement supérieur au barème obligatoire.

Mais, par contre, beaucoup de communes se sont tenues strictement à ce barème et ont apporté, surtout depuis la guerre, une négligence regrettable dans le règlement de ce qui leur était dû.

Après la guerre, le Gouvernement s'est empressé d'allouer à ces agents des indemnités de vie chère, avec effet rétroactif, qui représentent une somme considérable.

Il importe d'arrêter maintenant un barème fixe dont le chiffre entrera en ligne de compte pour le calcul de la pension de retraite de l'instituteur.

(1) Proposition de loi, n° 332.

(2) La Section centrale, présidée par M. POULLET, était composée de MM. HARMIGNIE, MAENHAUT, RAEMDONCK, BOLOGNE, MOYERSOEN et WOESTE.

Le corps enseignant qui a beaucoup souffert durant la guerre et souffre encore du renchérissement des choses nécessaires à la vie, appelle de ses vœux les plus ardents cette réforme.

Le projet déposé par MM. Buyt, Marck, Van Cauteren, Maenhaut, Souplitz, Berloz répond à cet appel.

Les Sections de la Chambre lui ont fait unanimement un accueil favorable en principe, tout en réservant leur avis sur les chiffres du barème proposé, et en exprimant le vœu de voir étendre les dispositions du projet à toutes les écoles adoptables, au moins dans une certaine mesure.

Voici les grandes lignes du projet :

1. Égalité des traitements des instituteurs et des institutrices, même gardiennes si elles sont munies du diplôme d'institutrice primaire ou de l'enseignement moyen du second degré.

Les autres ne reçoivent que les trois quarts du traitement, des augmentations périodiques et de l'indemnité de direction accordée aux diplômées.

2. Traitement de base	fr.	3,600	»
3. Augmentations périodiques annuelles : 12 de fr.		150	»
Id.	id.	12 de fr.	200
			3,000

Indemnité de direction : 100 francs par classe, avec minimum de 300 francs et maximum de 600 francs.

Indemnité de résidence dans les communes de la :

1 ^{re} catégorie	fr.	800	»
2 ^e id.		600	»
3 ^e id.		400	»
4 ^e id.		200	»

L'indemnité est doublée pour les instituteurs mariés et les chefs d'école.

Au bout de vingt-quatre années de service, l'instituteur a le grade de chef d'école avec la moitié de l'indemnité de direction, s'il n'exerce pas celle-ci.

L'État supporte les quatre cinquièmes de ces traitements et avantages, qu'il s'agisse d'instituteurs communaux ou d'instituteurs laïcs d'écoles adoptables.

Les instituteurs non mariés vivant en commun restent donc sous l'empire de la loi du 19 mai 1914 sans aucune modification.

Le Gouvernement paiera directement les traitements, augmentations, indemnités de toute nature aux intéressés, sauf récupération du dernier cinquième à charge des communes ou des comités scolaires.

La Section centrale, après avoir pris connaissance des procès-verbaux des

Sections et entendu M. Buyl, auteur du projet, a décidé, préalablement à l'examen approfondi de celui-ci :

1° De demander l'avis du Gouvernement au sujet :

a) Du barème proposé par MM. Buyl et consorts;

b) De la part de l'intervention de l'État dans les traitements, indemnités de logement, etc.

Elle propose à son examen la question de la prise en charge par l'État de cette dépense attendu que la récupération d'une quote-part de celle-ci à charge des petites communes et des comités scolaires offrira des difficultés et que le projet tel qu'il est présenté constitue une aggravation considérable des dépenses incombant à ces derniers, tandis qu'il diminue celles imposées aux communes en général, du chef de l'enseignement primaire.

c) De l'extension aux instituteurs et institutrices des écoles adoptées et adoptables, vivant en commun, de la disposition de l'article 4 du projet, mais avec une réduction du traitement de base de 40 % pour les instituteurs et de 50 % pour les institutrices.

d) De l'allocation aux instituteurs mariés ou veufs d'une indemnité annuelle de 100 francs par enfant mineur à leur charge.

2° De prier le Gouvernement d'indiquer les conséquences financières pour l'État du projet en discussion et des propositions formulées ci-dessus.

Ces questions ont été transmises le même jour à M. le Ministre de Broqueville chargé de l'interim du Ministère des Sciences et des Arts, qui a répondu le 6 octobre dans les termes suivants :

» Bruxelles, le 6 octobre 1919.

» *A Monsieur Harmignie, rapporteur de la Section centrale,
rue du Tabellion, 9, Bruxelles.*

» MONSIEUR LE RAPPORTEUR,

» J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli une note exposant le sentiment du Gouvernement au sujet du problème soulevé par la proposition de loi de MM. Buyl et consorts, relative à la revision du barème des traitements du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes. Étant donnée la décision du Gouvernement de laisser à la prochaine législature le soin de régler cette question, vous estimerez avec moi, Monsieur le Rapporteur, que je puis me dispenser provisoirement de répondre aux questions que vous avez bien voulu me poser au nom de la Section centrale.

» Veuillez agréer, Monsieur le Rapporteur, les assurances de ma haute considération.

» *Le Ministre des Sciences et des Arts, ad interim,*

» Bⁿ DE BROQUEVILLE, »

La note jointe est ainsi conçue :

« Le Gouvernement estime que ce n'est pas à la dernière heure d'une session surchargée qu'il peut résoudre une question qui touche au problème scolaire.

» Le Gouvernement tout entier décide que, à aucun titre, il n'est opportun de résoudre cette question dans les conditions et les circonstances où elle est ouverte.

» Dans le but de venir pratiquement en aide aux instituteurs, le Gouvernement fera pour eux ce qu'il fait pour la magistrature : il assurera l'indemnité de vie chère et son paiement régulier jusqu'au jour où le nouveau barème sera soumis. De plus, il prendra l'engagement de donner au barème nouveau, sous déduction des indemnités de vie chère, un effet rétroactif au 1^{er} octobre 1919. »

La Section centrale a estimé qu'elle avait néanmoins le devoir de poursuivre l'examen du projet, la Chambre étant maîtresse de son ordre du jour.

Divers amendements ont été apportés au projet de loi.

A l'article premier elle apporte une double modification : d'une part, réduction de barème proposé, d'autre part, attribution à l'institutrice d'un traitement inférieur à celui de l'instituteur.

A l'instituteur il a paru excessif d'accorder un traitement de base et des avantages divers qui, après vingt-quatre années de service, peuvent atteindre le chiffre de 8,900 francs, s'il est marié, chef d'école, résidant dans une grande ville et muni de diplômes spéciaux.

Dans les communes de moins de 5,000, il pourrait obtenir 7,400 francs.

Un ménage d'instituteurs pourrait jouir, en mettant les choses au mieux, de ressources de 15,000 à 18,000 francs environ.

A l'appui de ce barème, on fait valoir qu'actuellement des ouvriers gagnent un salaire de 3,600 francs l'an et plus, mais il ne faut pas perdre de vue que le taux de ce salaire n'a rien de fixe, qu'il peut diminuer du jour au lendemain, que l'ouvrier est exposé aux accidents du travail, au chômage; tandis que l'instituteur dont le statut et la rétribution minima sont déterminés par une loi, ne peut être révoqué qu'en cas de faute très grave; il ne verra pas le prix de son travail diminuer avec le coût de la vie; il est assuré au contraire de le voir augmenter chaque année; il jouit en outre d'une indemnité de résidence ou d'un logement et enfin d'une pension, à un âge peu avancé, sans avoir dû subir aucune retenue.

La Section centrale a amendé également les articles 2 et 3 relatifs aux augmentations périodiques et aux indemnités de direction.

En résumé, le barème qu'elle adopte est le suivant :

A) Pour l'instituteur :

1° Traitement de base.	fr.	3,000 »
2° Augmentations périodiques : 10 annuelles de 100 francs.		1,000 »
Id. id. 10 bi-biennales de 150 francs		1,500 »
ENSEMBLE.		<u>fr. 5,500 »</u>

3° Indemnité de résidence :

Dans les communes de plus de 5,000 habitants et moins.	200 francs.
Dans les communes de 5,000 à 40,000 habitants . . .	300 »
Dans les communes de 40,000 à 100,000 habitants . . .	400 »
Dans les communes de plus de 100,000 habitants . . .	500 »

Cette indemnité sera doublée :

- a) Pour les instituteurs mariés et les veufs et veuves avec enfants ;
- b) Pour les instituteurs et institutrices, chefs d'école.

Les instituteurs et institutrices qui ont la jouissance d'un logement scolaire n'ont pas droit à cette indemnité.

Un arrêté royal peut décider que les communes qui se trouvent dans des situations économiques spéciales, seront, pour la fixation de l'indemnité de résidence, classées dans une catégorie supérieure.

4° Indemnité de direction calculée à raison de 100 francs par classe, attribuée aux chefs d'école titulaires d'une classe ou ayant la direction de cinq classes au moins, fixée au minimum à 200 francs et au maximum à 600 francs.

*
* *

Après trente ans l'instituteur aura donc, s'il est chef d'école, muni de diplômes spéciaux et habitant une grande ville, une situation rapportant 7,200 francs; dans les petites communes de moins de 5,000 habitants, où il n'existe pas plus de deux classes, 6,400 francs.

B) Pour l'institutrice :

Traitement de base	fr. 2,600
10 augmentations annuelles de 80 francs . . .	800
10 augmentations biennales de 120 francs . . .	1,200
	fr. 4,600

Indemnité de résidence et de direction, comme pour l'instituteur.

La Section estime qu'il y a lieu de favoriser l'établissement des écoles gardiennes et de réglementer leur fonctionnement.

Un article a été introduit à cet effet dans le projet.

Elle a fixé également un barème de traitement pour les institutrices Fröbel.

Elles auront un traitement de base de 2,000 francs plus la même indemnité de résidence et de direction que les institutrices primaires et 10 augmentations périodiques annuelles de 80 francs et 10 augmentations biennales de 120 francs chacune.

*
* *

Une indemnité familiale de 100 francs par enfant mineur à leur charge est accordée aux instituteurs et institutrices mariés, veufs ou veuves.

Toutefois si l'un des conjoints jouit par lui-même, à un autre titre, d'une indemnité familiale, il ne pourra y avoir cumul; l'instituteur ou l'institutrice n'aura droit qu'à la différence si cette indemnité était inférieure à la sienne.

Intervention de l'État.

Le projet met à sa charge les quatre cinquièmes des appointements et autres avantages accordés aux instituteurs laïques tant des écoles communales que des écoles adoptées ou adoptables.

D'après les calculs auxquels la Section s'est livrée, le système aurait pour conséquence de diminuer de 2 millions environ la dépense totale des communes pour l'enseignement primaire, mais d'augmenter considérablement la charge des comités scolaires.

D'après la loi de 1914, l'État intervenait pour un tiers environ dans les dépenses de l'enseignement primaire du chef des appointements, et pour les quatre cinquièmes environ dans celles des écoles adoptables dirigées par des laïques.

Il allouait en effet un subside ordinaire de 800 francs pour la 1^{re} classe de l'école, 700 francs pour les autres et 900 francs pour la classe du 4^e degré, plus un complément de 600 francs par classe d'instituteur et 500 francs par classe d'institutrice ne vivant pas en commun, plus les trois-quarts des augmentations périodiques, de 100 francs, des instituteurs laïcs et l'entièreté de l'augmentation de 50 francs des instituteurs vivant en commun.

Le traitement de base de l'instituteur était de 1,200 francs, plus une indemnité de résidence et les augmentations périodiques.

D'après le projet la charge serait presque triplée.

Il est à noter en outre que les dépenses pour le chauffage, l'éclairage, la construction et l'entretien des bâtiments, a également triplé depuis 1914.

Enfin le projet n'alloue rien en plus au personnel enseignant marié et non marié vivant en commun et cependant le coût de la vie a considérablement augmenté pour eux comme pour les autres. Il n'a donc à recevoir que le subside ordinaire par classe et l'augmentation périodique de 50 francs prescrite par l'article 30, littéra D de la loi de 1914, car il n'a pas droit au subside dit complémentaire de l'article 31. Cette situation est contraire à l'équité, elle a été signalée dans les Sections, sans contradiction aucune.

La Section centrale a estimé qu'il y avait lieu d'y remédier.

Elle s'est arrêtée au système suivant :

L'Etat accordera aux communes, comme aux écoles adoptables, à titre de subside, une somme égale au traitement minimum imposé par le projet.

Mais, en ce qui concerne les instituteurs non mariés, vivant en commun, le barème est réduit dans une forte proportion.

L'instituteur aura un traitement de base de 1,800 francs, dix augmentations annuelles et dix augmentations biennales de 60 francs.

Toutefois si l'un des conjoints jouit par lui-même, à un autre titre, d'une indemnité familiale, il ne pourra y avoir cumul; l'instituteur ou l'institutrice n'aura droit qu'à la différence si cette indemnité est inférieure à la sienne.

Intervention de l'État.

Le projet met à sa charge les quatre cinquièmes des appointements et autres avantages accordés aux instituteurs laïques tant des écoles communales que des écoles adoptées ou adoptables.

D'après les calculs auxquels la Section s'est livrée, le système aurait pour conséquence de diminuer de 2 millions environ la dépense totale des communes pour l'enseignement primaire, mais d'augmenter considérablement la charge des comités scolaires.

D'après la loi de 1914, l'État intervenait pour un tiers environ dans les dépenses de l'enseignement primaire du chef des appointements, et pour les quatre cinquièmes environ dans celles des écoles adoptables dirigées par des laïques.

Il allouait en effet un subside ordinaire de 800 francs pour la 1^{re} classe de l'école, 700 francs pour les autres et 900 francs pour la classe du 4^e degré, plus un complément de 600 francs par classe d'instituteur et 500 francs par classe d'institutrice ne vivant pas en commun, plus les trois-quarts des augmentations périodiques, de 100 francs, des instituteurs laïcs et l'entière de l'augmentation de 50 francs des instituteurs vivant en commun.

Le traitement de base de l'instituteur était de 1,200 francs, plus une indemnité de résidence et les augmentations périodiques.

D'après le projet la charge serait presque triplée.

Il est à noter en outre que les dépenses pour le chauffage, l'éclairage, la construction et l'entretien des bâtiments, ont également triplé depuis 1914.

Enfin le projet n'alloue rien en plus au personnel enseignant non marié vivant en commun et cependant le coût de la vie a considérablement augmenté pour eux comme pour les autres. Il n'a donc à recevoir que le subside ordinaire par classe et l'augmentation périodique de 50 francs prescrite par l'article 30, littéra D de la loi de 1914, car il n'a pas droit au subside dit complémentaire de l'article 31. Cette situation est contraire à l'équité, elle a été signalée dans les Sections, sans contradiction aucune.

La Section centrale a estimé qu'il y avait lieu d'y remédier.

Elle s'est arrêtée au système suivant :

L'État accordera aux communes, comme aux écoles adoptables, à titre de subside, une somme égale au traitement minimum imposé par le projet.

Mais, en ce qui concerne les instituteurs non mariés, vivant en commun, le barème est réduit dans une forte proportion.

L'instituteur aura un traitement de base de 1,800 francs, dix augmentations annuelles et dix augmentations biennales de 60 francs.

Cette feuille remplace la page 6 du n° 449, où les mots « marié et » sont à biffer. (15^e ligne au bas de la page).

L'institutrice aura un traitement de base de 1,400 francs, dix augmentations annuelles et dix augmentations biennales de 40 francs.

Le chef d'école jouira d'une indemnité de résidence minima de 200 francs et maxima de 500 francs.

Il jouira de la même indemnité de direction.

L'institutrice gardienne recevra un traitement de base de 1,000 francs, des augmentations annuelles, puis biennales de 40 francs chacune plus pour le chef d'école l'indemnité de résidence comme les laïques et l'indemnité de direction de 200 à 500 francs.

Afin d'éviter l'abus de la multiplication des classes, un arrêté royal déterminera le minimum de population qu'une classe doit avoir et le maximum qu'elle peut avoir pour que cette classe puisse entrer en ligne de compte pour le calcul des subsides.

*
* *

Le projet ne fait pas, cependant, de l'instituteur communal un fonctionnaire de l'État; la Commune le nomme et le révoque; il est soumis à son autorité; rien n'est changé à cet égard mais le Gouvernement opère le paiement de ses émoluments entre ses mains, afin d'en assurer la régularité, et d'éviter des retards que beaucoup d'administrations communales apportaient au règlement de ce qui était dû à l'instituteur.

L'autonomie communale est donc respectée. Il est loisible aux Conseils communaux d'accorder, si bon leur semble, à leurs instituteurs, un traitement supérieur au barème, mais à charge de la commune exclusivement.

Ce système, il est vrai, augmente la participation de l'État, en dégrèvant les communes mais le contribuable n'en est pas plus chargé.

L'article 7 relatif aux traitements des maîtres spéciaux chargés d'enseigner certaines branches dans les écoles, a retenu l'attention de la Section centrale qui estime qu'en principe il serait utile de fixer un barème, tout en laissant à la commune la charge de cet enseignement que ne prévoit pas la loi de 1914.

Toutefois elle propose le rejet de cette disposition, n'étant pas documentée sur l'organisation de ces cours qui varie de commune à commune.

La Section attire l'attention du Gouvernement sur la nécessité de la réforme de l'enseignement normal.

La situation de l'instituteur étant fortement améliorée il importe qu'il reçoive une formation plus complète et soit soumis à une épreuve plus difficile pour obtenir son diplôme.

Un tableau indiquant les amendements de la Section centrale en regard du texte du projet est annexé à ce rapport.

Ainsi amendé ce projet a été adopté à l'unanimité par la Section centrale qui le propose au vote de la Chambre.

Elle est convaincue qu'il contribuera grandement à l'amélioration de notre enseignement primaire.

L'instituteur plus instruit, débarrassé du souci permanent d'équilibrer son budget, n'ayant plus à recourir pour améliorer sa situation à des cumuls ou à des travaux qui le distraient de ses devoirs scolaires, pourra se consacrer tout entier à l'instruction et à l'éducation de notre jeunesse.

Il exercera sur elle plus d'autorité et de prestige. Certes le projet impose au pays un sacrifice important, mais il n'est pas disproportionné au but à atteindre qui est de perfectionner notre enseignement primaire. Car il faut que nos écoles fassent de nos jeunes Belges des hommes plus instruits, plus aptes à contribuer au relèvement moral et économique du pays et surtout de bons citoyens aimant leur patrie et prêts à la défendre.

Le Rapporteur,
ALP. HARMIGNIE.

Le Président,
P. POULLET.

TEXTE PROPOSÉ PAR LA SECTION CENTRALE

TEKST DOOR DE MIDDENAFDEELING VOORGESTELD

Texte de la proposition de loi.

ARTICLE PREMIER.

L'article 29 de la loi organique de l'enseignement primaire est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le Conseil communal fixe le traitement des instituteurs communaux qui comprendra nécessairement les éléments suivants :

» 1° Un traitement de base de 3,600 francs pour les instituteurs et institutrices primaires et Froebel ;

» 2° Une indemnité de résidence fixée comme suit :

» Dans les communes de 5,000 habitants et moins. . . fr. 200 »

» Dans les communes de 5,001 habitants à 40,000 habitants 400 »

» Dans les communes de 40,001 habitants à 100,000 habitants 600 »

» Dans les communes de plus de 100,000 habitants . . 800 »

» Cette indemnité sera doublée :

» a) Pour les instituteurs mariés, ainsi que les veufs et veuves avec enfants ;

» b) Pour les instituteurs et institutrices chefs d'école.

» Les communes sont classées d'après la population de droit constatée par le dernier recensement décennal.

Tekst van het wetsvoorstel.

EERSTE ARTIKEL.

- Artikel 29 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt door de navolgende bepalingen vervangen :

« De Gemeenteraad stelt de wedde van de gemeentelijke onderwijzers vast ; deze wedde bestaat noodzakelijk uit :

» 1° Eene aanvangswedde van 3,600 frank voor de onderwijzers en onderwijzeressen der lagere scholen en der Froebelscholen ;

» 2° Eene huishuurvergoeding bepaald als volgt :

» In de gemeenten van 5,000 inwoners en minder. fr. 200 »

» In de gemeenten van 5,001 tot en met 40,000 inwoners 400 »

» In de gemeenten van 40,001 tot en met 100,000 inwoners 600 »

» In de gemeenten van meer dan 100,000 inwoners. 800 »

» Deze vergoeding wordt op het dubbel gebracht :

» a) Voor de gehuwde onderwijzers, alsmede voor de weduwnaars en weduwen met kinderen ;

» b) Voor de onderwijzers en onderwijzeressen die tevens schoolhoofden zijn.

» De gemeenten worden ingedeeld naar het cijfer der bevolking, vastgesteld door de jongste tienjaarlijksche volkstelling.

Texte proposé par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

L'article 29 de la loi organique de l'enseignement primaire est remplacé par le texte suivant :

« Le Conseil communal fixe le traitement des instituteurs communaux qui comprendra nécessairement :

» 1° Un traitement de base de 3,000 francs pour les instituteurs et de 2,600 francs pour les institutrices ;

» 2° Une indemnité de résidence fixée comme suit pour les uns et les autres :

» Dans les communes de 5,000 habitants et moins . . . fr. 200 »

» Dans les communes de 5,001 à 40,000 habitants. . . 300 »

» Dans les communes de 40,001 à 100,000 habitants. 400 »

» Dans les communes de plus de 100,000 habitants . 500 »

» Cette indemnité sera doublée :

» a) Pour les instituteurs mariés ainsi que les veufs et les veuves avec un ou plusieurs enfants.

» b) Pour les chefs d'école.

(Comme ci-contre.)

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 29 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt door de navolgende bepalingen vervangen :

« De Gemeenteraad stelt de wedde van de gemeentelijke onderwijzers vast; deze wedde bestaat noodzakelijk uit :

» 1° Eene aanvangswedde van 3,000 frank voor de onderwijzers en van 2,600 frank voor de onderwijzeressen;

» 2° Eene huishuurvergoeding bepaald voor beiden als volgt :

» In de gemeenten van 5,000 inwoners en minder. . . fr. 200 »

» In de gemeenten van 5,001 tot en met 40,000 inwoners . . . , 300 »

» In de gemeenten van 40,001 tot en met 100,000 inwoners 400 »

» In de gemeenten van meer dan 100,000 inwoners. 500 »

» Deze vergoeding wordt op het dubbel gebracht :

» a) Voor de gehuwde onderwijzers, alsmede voor de weduwnaars en weduwen met een of meer kinderen;

» b) Voor de schoolhoofden.

(Zooals hiernevens.)

Texte de la proposition de loi	Tekst van het wetsvoorstel.
» Deux ou plusieurs communes formant une agglomération ou considérées comme telle par arrêté royal, sont rangées dans la catégorie de celle d'entre elles ayant la plus forte population.	» Twee of meer gemeenten, die eene agglomeratie uitmaken of bij koninklijk besluit als zoodanig zijn beschouwd, worden opgenomen in de klasse van die onder haar, welke de gróotste bevolking heeft.
» N'ont pas droit à l'indemnité de résidence les instituteurs et les institutrices qui ont la jouissance d'un logement scolaire.	» Onderwijzers en onderwijzeressen, die een schoolhuis bewonen, hebben geen aanspraak op de huishuurvergoeding.
» Les qualifications de « sous-instituteur » et de « sous-institutrice » sont supprimées. »	» De benamingen « hulponderwijzer » en « hulponderwijzeres » worden afgeschaft. »

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

» *Le Roi peut, le Conseil communal et la députation permanente entendus, décider que les communes, faisant partie d'une agglomération, ou qui se trouvent dans des situations économiques spéciales, seront, pour la fixation de l'indemnité de résidence, classées dans une catégorie supérieure.*

(Comme ci-contre.)

» *De Koning kan, na den gemeenteraad en de bestendige deputatie te hebben gehoord, beslissen dat gemeenten, die deel uitmaken van eene agglomeratie of zich in bijzondere economische toestanden bevinden, voor de bepaling der huishuurvergoeding in eene hoogere klasse zullen gerangschikt worden.*

(Zooals hiernevens.)

» *Lorsque le mari et la femme sont attachés à une école de la même commune, ils ne peuvent prétendre qu'à un seul logement et à une seule indemnité simple de résidence, ou à une indemnité double et à une indemnité simple de résidence.*

» *3° Une indemnité familiale de 100 francs par enfant mineur à charge des instituteurs ou institutrices mariés, veufs ou veuves sont dues à partir du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet suivant la naissance de l'enfant; elles ne sont plus dues à partir du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet suivant le décès de l'enfant, la date de sa majorité ou celle à laquelle il cesse d'être à la charge de ses parents. Toutefois elle ne pourra être cumulée avec une indemnité familiale dont jouirait le conjoint. Si celle-ci était inférieure à 100 francs, la différence, seule, serait accordée au bénéficiaire.*

(Comme ci-contre.)

» *Waar man en vrouw op eene school van dezelfde gemeente werkzaam zijn, kunnen zij slechts aanspraak maken op ééne woning en op ééne enkele huishuurvergoeding of wel op ééne dubbele en ééne enkele huishuurvergoeding.*

» *3° Eene jaarlijksche gezinsvergoeding van 100 frank per minderjarig kind ten laste van de onderwijzers of onderwijzeressen, die gehuwd, weduwnaar of weduwe zijn, is vanaf 1 Januari of 1 Juli na de geboorte van het kind verschuldigd; zij is niet meer verschuldigd vanaf 1 Januari of 1 Juli na het overlijden van het kind, na den datum zijner meerderjarigheid of na dien waarop het ophoudt ten laste van zijne ouders te zijn. Zij kan echter niet worden uitbetaald te zamen met eene gezinsvergoeding toegekend aan den medeechtgenoot. Mocht zij minder dan honderd frank bedragen, dan zou alleen het verschil aan den rechthebbende toegekend worden.*

(Zooals hiernevens.)

ART. 1^{bis} (nouveau).

Les deux premiers alinéas du litt. D de l'article 30 de la loi orga-

ART. 1^{bis} (nieuw).

De eerste twee alinea's van litt. D van artikel 30 der wet tot regeling

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

ART. 2.

Le littera A de l'article 32 est rédigé comme suit :

« L'instituteur et l'institutrice primaires et Frœbel ont droit à douze augmentations annuelles de 150 francs et douze augmentations annuelles de 100 francs à l'effet de majorer de 3,000 francs après vingt-quatre ans de service, le minimum prévu à l'article 29.

ART. 2.

Littera A van artikel 32 wordt gewijzigd als volgt :

« Deonderwijzer en de onderwijzeres der lagere scholen en der Frœbel-scholen hebben aanspraak op twaalf jaarlijksche verhoogingen van 150 frank en twaalf jaarlijksche verhoogingen van 100 frank, derwijze dat het bij artikel 29 bepaald minimum met 3,000 frank wordt verhoogd na een diensttijd van vier en twintig jaar. »

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

nique de l'enseignement primaire sont remplacés par le texte suivant :

« Le traitement de base des instituteurs non mariés, vivant en commun, des écoles adoptées et adoptables est fixé à 1,800 francs pour les hommes et à 1,400 francs pour les femmes ; l'indemnité de résidence n'est due qu'au chef d'école ; elle est calculée d'après les bases établies à l'article précédent pour les instituteurs communaux. »

ART. 2.

Le littéra A de l'article 32 de la loi organique de l'enseignement primaire est remplacé par le texte ci-après :

« L'instituteur a droit à dix augmentations annuelles de 100 francs, suivies de dix augmentations biennales de 150 francs, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 2,500 francs le minimum légal prévu à l'article 29.

» Pour les institutrices le taux de ces augmentations est fixé respectivement à 80 francs et 120 francs jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 2,000 francs le minimum légal prévu à l'article 29.

» Pour les instituteurs non mariés vivant en commun, le taux de ces augmentations de traitement est réduit à 60 francs pour les hommes et à 40 francs pour les femmes, de manière à majorer respectivement de 1,200 francs et de 800 francs les minima légaux prévus à l'article 29.

van het lager onderwijs worden vervangen door den volgende tekst :

« De aanvangswedde der in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers der aangenomen en aanneembare scholen wordt bepaald op 1,800 frank voor de mannen en op 1,400 frank voor de vrouwen ; de huishuurvergoeding is alleen aan het schoolhoofd verschuldigd ; zij wordt berekend naar de grondslagen, bij het vorig artikel vastgesteld voor de gemeenteonderwijzers. »

ART. 2.

Litt. A van artikel 32 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt vervangen door den volgende tekst :

« De onderwijzer heeft aanspraak op tien jaarlijksche verhoogingen van 100 frank en daarna op tien tweejaarlijksche verhoogingen van 150 frank totdat is bereikt de noodige som om het bij artikel 29 bepaald minimum te verhoogen met 2,500 frank.

» Voor de onderwijzeressen wordt het bedrag dier verhoogingen onderscheidelijk op 80 en 120 frank bepaald, totdat is bereikt de noodige som om het bij artikel 29 bepaald minimum te verhoogen met 2,000 frank.

» Voor de in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers wordt het bedrag dier weddeverhoogingen verminderd tot 60 frank voor de mannen en tot 40 frank voor de vrouwen, derwijze dat de bij artikel 29 voorziene wettelijke minima onderscheidelijk met 1,200 frank en met 800 frank worden verhoogd.

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

» Ces augmentations prennent cours au 1^{er} janvier de chaque année.

» Toutefois, lorsque l'institutrice Frœbel n'est pas porteur du diplôme de l'enseignement primaire ou du diplôme de l'enseignement moyen du 2^e degré, elle n'a droit qu'aux trois quarts du traitement de base et des augmentations annuelles; elle jouira de l'intégralité de l'indemnité de résidence. »

ART. 3.

Le littéra B de l'article 32 est complété par la disposition suivante :

« Les services rendus pendant la guerre par les instituteurs incorporés comptent double. Sont assimilés aux instituteurs, les porteurs du diplôme d'instituteur et du diplôme de l'enseignement moyen du 2^e degré, qui n'étaient pas encore en fonctions au moment de leur incorporation.

» Les mêmes dispositions sont applicables aux élèves normalistes incorporés. »

» Deze verhoogingen zijn verschuldigd van af 1 Januari van elk jaar.

» Is echter de onderwijzeres der Frœbelschool niet in bezit van het diploma van lager onderwijs of van het diploma van middelbaar onderwijs 2^a graad, dan heeft zij slechts aanspraak op drie vierden van de aanvangswedde en van de jaarlijksche verhoogingen, alsmede op de volle huishuurvergoeding. »

ART. 3.

Littéra B van artikel 32 wordt aangevuld door de navolgende bepaling :

« De diensten, tijdens den oorlog bewezen door de ingelijfde onderwijzers, tellen voor dubbel. Worden met de onderwijzers gelijkgesteld zij, die in bezit zijn van het diploma van onderwijzer en van het diploma van het middelbaar onderwijs 2^a graad en die bij hunne inlijving nog niet in bediening waren.

» Dezelfde bepalingen zijn van toepassing op de ingelijfde leerlingen der normaalscholen. »

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

» Ces augmentations prennent cours au 1^{er} janvier de chaque année. »

« Deze verhoogingen zijn verschuldigd vanaf 1 Januari van elkjaar. »

ART. 3.

ART. 3.

Le littéra B de l'article 32 est complété comme suit :

Littera B van artikel 32 wordt aangevuld als volgt :

« Les services rendus pendant la guerre par les instituteurs mobilisés aux armées ; les services rendus aux écoles belges ou alliées par les instituteurs réfugiés en terre d'asile, sont compris dans la supputation des années de service. Le temps de service accompli depuis le 1^{er} août 1914 par les instituteurs mobilisés et qui leur donne droit à l'attribution de chevrons de front, de même que le temps pendant lequel ils ont été effectivement prisonniers, est compté double. Il en est de même du temps pendant lequel les instituteurs civils ont été déportés ou internés par l'ennemi. Sont assimilés aux instituteurs, les porteurs du diplôme d'instituteurs, du diplôme de professeur agrégé de l'enseignement moyen du second degré qui n'étaient pas encore en fonctions au moment de leur incorporation, de même que les élèves-instituteurs qui étaient aux études dans les écoles normales lorsqu'ils ont été appelés aux armées. »

« Dediensten gedurende den oorlog door de gemobiliseerde onderwijzers aan de legers bewezen ; de diensten, in de Belgische of Geallieerde scholen bewezen door de naarden vreemde uitgeweken onderwijzers, zijn begrepen in de berekening der dienstjaren. De dienstdtijd, dien de gemobiliseerde onderwijzers volbrachten sedert 1 Augustus 1914 en die hun recht geeft op de toekenning van frontchevrons, alsmede de tijd hunner werkelijke gevangenschap, telt voor dubbel. Dit geldt eveneens voor den tijd gedurende welken de burgerlijke onderwijzers waren weggevoerd of geïnterneerd door den vijand. Met de onderwijzers worden gelijkgesteld de bezitters van het onderwijzersdiploma, van het diploma van geaggregeerd leeraar bij het middelbaar onderwijs van den tweeden graad, die hun ambt nog niet uitoefenden op het oogenblik hunner intlijving, evenals de leerlingen-onderwijzers die in de normaalscholen studeerden toen zij naar het leger werden geroepen. »

Texte de la proposition de loi.

—

Tekst van het wetsvoorstel.

—

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

Le littéra C de l'article 32 de la loi organique de l'enseignement primaire, est remplacé par le texte ci-après :

« *Sur la proposition du Conseil communal, de la direction de l'école adoptée ou adoptable ou de l'inspection scolaire après avoir pris l'avis, dans les deux premiers cas, de l'inspection scolaire, dans le troisième cas de l'autorité dont relève l'intéressé, et dans tous les cas du conseil d'appel prévu à l'article 26 de la présente loi, et avoir entendu l'instituteur dans ses explications, le Ministre compétent, peut, par décision motivée, déclarer, pour des motifs d'ordre professionnel, qu'il y a lieu de retenir tout ou partie de l'augmentation périodique de traitement.*

» *Sera notamment considéré comme motif d'ordre professionnel le fait de ne pas signaler à l'autorité les absences des élèves.*

» *L'instituteur qui aura été frappé d'une peine disciplinaire plus grave que celle que le Conseil communal peut prononcer sans l'approbation de la Députation permanente, sera privé de l'augmentation se rapportant à la période pendant laquelle la peine a été infligée.*

» *Le Ministre peut relever l'instituteur, en tout ou en partie, de la déchéance encourue après avoir entendu l'inspection scolaire, le Conseil communal ou la direction de l'école adoptée ou adoptable et, dans le cas d'une peine disciplinaire, la Députation permanente ».*

Littéra C van artikel 32 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt vervangen door den volgende tekst :

« *Op de voordracht van den gemeenteraad, van het bestuur der aangenomen of aannembare school of van het schooltoezicht, na het advies, in de eerste twee gevallen, van het schooltoezicht, in het derde geval, van de overheid waarvan de belanghebbende afhangt en, in al de gevallen van den bij artikel 26 dezer wet voorzienen raad van beroep te hebben ingewonnen en den onderwijzer in zijne uitleggingen te hebben gehoord, kan de bevoegde Minister, bij met redenen omkleede beslissing, wegens gronden van beroepsaard verklaren dat de periodieke weddeverhooging geheel of gedeeltelijk niet dient te worden verleend.*

» *Wordt als grond van beroepsaard aangezien het feit dat elke afwezigheid der leerlingen niet ter kennis van de overheid wordt gebracht.*

» *De onderwijzer, gestraft met eene zwaardere tuchtstraf dan die welke de gemeenteraad zonder goedkeuring vanwege de bestendige deputatie mag uitspreken, wordt beroofd van de verhooging voor het tijdvak waarin de straf werd opgelegd.*

» *De Minister kan den onderwijzer van het beloopen verval geheel of gedeeltelijk otheffen, na het schooltoezicht, den gemeenteraad of het bestuur der aangenomen of aannembare school en, in geval van tuchtstraf, de bestendige deputatie te hebben gehoord. »*

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

ART. 4.

Par dérogation aux articles 23, 31 et 32, littéra *F*, l'État supportera les quatre cinquièmes du traitement de base, de l'indemnité de résidence et de l'augmentation annuelle obligatoire, quand il s'agit d'instituteurs ou d'institutrices ne vivant pas en commun.

ART. 4.

Met afwijking van de artikelen 23, 31 en 32, littera *F*, draagt de Staat vier vijfden der aanvangswedde, der huishuurvergoeding en der verplichte jaarlijkse verhooging, wanneer het betreft onderwijzers of onderwijzeressen die niet in gemeenschap leven.

ART. 5.

L'article 33 est modifié comme suit :

« Une indemnité de direction, à concurrence des quatre cinquièmes à charge de l'État et calculée à raison de 100 francs par classe, est attribuée aux

ART. 5.

Artikel 33 wordt gewijzigd als volgt:

« Eene bestuursvergoeding, tegen 100 frank par klasse berekend en tot een bedrag van vier vijfden ten laste van den Staat gelegd, wordt toegekend aan

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

ART. 4.

Les huit premiers alinéas de l'article 25 de la loi organique de l'enseignement primaire sont remplacés par le texte ci-après :

Les subsides que l'État accorde annuellement aux communes et aux directions des écoles adoptables sont équivalents aux traitements des membres du personnel enseignant calculés d'après le barème minimum primitivement établi par les articles 29, 30 et 32, ainsi que des indemnités de direction prévues à l'article 33 de la présente loi. Ces subsides sont liquidés mensuellement, et directement au profit des membres du personnel intéressé.

L'article 31, le littéra F de l'article 32 et le 5^e alinéa de l'article 22 de la loi organique de l'enseignement primaire sont abrogés.

Un arrêté royal déterminera la population minima qu'une classe doit avoir et la population maxima qu'elle peut avoir pour que cette classe puisse entrer en ligne de compte pour l'attribution des subsides.

Lorsque l'inspection constate qu'une commune ou une direction d'école adoptée ou adoptable n'observe pas la loi et les règlements et s'obstine à ne pas s'y conformer, les subsides prévus au premier alinéa du présent article lui sont retirés en tout ou en partie par arrêté royal motivé, inséré au Moniteur. Dans ces cas, les traitements du personnel enseignant tombent en tout ou en partie à charge de la commune ou de la direction de l'école.

ART. 5.

Remplacer l'article 33 par le texte ci-après :

« Une indemnité de direction, calculée à raison de 100 francs par classe, est attribuée aux chefs d'école titulaires d'une classe ou qui ont la direction de cinq classes au moins.

ART. 4.

De eerste acht alinea's van artikel 25 der wet tot regeling van het lager onderwijs worden vervangen door den volgende tekst :

De toelagen, door den Staat elk jaar verleend aan de gemeenten en aan de besturen der aanneembare scho'en, zijn gelijk aan de jaarwedden der leden van het onderwijzend personeel, berekend naar den minimum-rooster bepaald door de artikelen 29, 30 en 32, alsmede aan de bestuursvergoedingen voorzien bij artikel 33 dezer wet. Deze toelagen worden maandelijks en rechtstreeks ten bate van de leden van het betrokken personeel uitbetaald.

Artikel 31, littera F, van artikel 32 en lid 5 van artikel 22 der wet tot regeling van het lager onderwijs worden ingetrokken.

Bij koninklijk besluit wordt bepaald het minste getal leerlingen, dat eene klasse hebben moet, en het hoogste getal leerlingen dat die klasse hebben mag, opdat zij in aanmerking kunne komen voor het toekennen der toelagen.

Wordt door het toezicht vastgesteld dat eene gemeente of een bestuur van aangenomen of aanneembare school de wet en de reglementen niet naleeft en halsstarrig weigert ze na te leven, dan worden de toelagen, voorzien bij het eerste lid van dit artikel, hun geheel of gedeeltelijk onttrokken bij koninklijk besluit, met redenen omkleed en in het Staatsblad opgenomen. In die gevallen komen de jaarwedden van het onderwijzend personeel geheel of gedeeltelijk ten laste van de gemeente of van het bestuur der school.

ART. 5.

Artikel 33 te vervangen door den volgende tekst :

« Eene bestuursvergoeding, tegen 100 frank par klasse berekend, wordt toegekend aan de schoolhoofden die met eene klasse belast zijn of het bestuur hebben over ten minste vijf klassen.

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

chefs d'école titulaires d'une classe, ou qui ont la direction de cinq classes au moins.

» Cette indemnité ne peut être inférieure à 300 francs, ni supérieure à 600 francs.

» Après vingt-cinq années de service, tout instituteur de classe obtient le titre de directeur d'école, à titre personnel, et a droit à la moitié de l'indemnité de direction. »

ART. 6.

Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 14 :

« Toutefois les résolutions des Conseils communaux portant suppression d'une école gardienne communale ou d'une ou plusieurs places d'institutrice gardienne, sont soumises à l'avis de la Députation permanente et à l'approbation du Roi.

» Toutes les autres dispositions de la loi organique sont applicables aux écoles gardiennes. »

de schoolhoofden die met eene klasse belast zijn of het bestuur hebben over ten minste vijf klassen.

» Deze vergoeding bedragt ten minste 300 frank, doch mag niet 600 frank overschrijden.

» Na een diensttijd van vijf en twintig jaar bekomt elke onderwijzer eener klasse den titel van schoolbestuurder, ten persoonlijken titel, en heeft hij aanspraak op de helft der bestuursvergoeding. »

ART. 6.

Het navolgende lid wordt aan artikel 14 toegevoegd :

« De beslissingen der Gemeenteraden, houdende afschaffing van eene gemeentelijke bewaarschool of van een of meer plaatsen van onderwijzeres eener bewaarschool, worden echter onderworpen aan het advies der Bestendige Deputatie en aan de goedkeuring des Konings.

» Al de overige bepalingen der organieke wet zijn van toepassing op de bewaarscholen. »

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Widdensafdeeling voorgesteld.

Cette indemnité ne peut être inférieure à 200 francs ni supérieure à 600 francs. »

Deze vergoeding bedraagt ten minste 200 frank, doch mag niet 600 frank overschrijden. »

ART. 6.

(Comme ci-contre).

ART. 6.

(Zooals hiernevens).

ART. 6^{bis}.

Pour pouvoir recevoir des subsides de l'État, toute école gardienne communale, adoptée ou adoptable doit se soumettre aux conditions suivantes :

1° L'École doit être établie dans un local convenable;

2° Les occupations doivent y être organisées conformément aux instructions du Ministre des Sciences et des Arts, qui détermine le nombre minimum d'heures à y consacrer hebdomadairement;

3° Sous réserve des situations acquises

ART. 6^{bis}.

Om Staatstoelagen te kunnen ontvangen, moet elke gemeentelijke, aangenomen of aanneembare bewaarschool aan de volgende vereischten voldoen :

1° De school moet in een behoorlijk lokaal gevestigd zijn;

2° De werkzaamheden moeten er geregeld zijn overeenkomstig de onderrichtingen van den Minister van Wetenschappen en Kunsten, die bepaalt welk minimum-aantal uren daaraan wekelijks moet worden besteed;

3° Onder voorbehoud der op 1 Januari

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

Texte proposé par la Section centrale.

au 1^{er} janvier 1919, les membres du personnel doivent être Belges;

4^e Ils doivent être porteurs du diplôme d'institutrice ou de régente ou du certificat d'aptitude aux fonctions d'institutrice gardienne, lequel certificat ne se délivrera plus qu'à la suite de deux épreuves ad hoc subies à un an d'intercalle au moins. Les situations acquises au 1^{er} juillet 1919 sont maintenues;

5^e L'école doit se soumettre au régime d'inspection de l'État, tel qu'il est établi par la présente loi;

6^e Elle doit adopter le régime de gratuité établi par l'article 16 de la présente loi.

Un arrêté royal détermine le minimum d'élèves qu'une classe gardienne doit avoir et le maximum d'élèves qu'elle peut avoir pour être admise à bénéficier des subsides de l'État.

ART. 6^{ier}.

Les subsides de l'État aux écoles gardiennes qui se soumettent aux stipulations de l'article précédent sont équivalents aux traitements du personnel lesquels comprennent nécessairement :

1^o Un traitement de base de 2,000 francs;
2^o Une indemnité de résidence égale à celle qui est prévue à l'article 29 pour les institutrices primaires;

3^o Une indemnité familiale calculée comme pour les instituteurs primaires.

Les institutrices gardiennes ont droit à dix augmentations annuelles de 80 francs suivies de dix augmentations biennales de 120 francs dans des conditions analogues à celles qui sont stipulées pour les instituteurs à l'article 32 de la présente loi.

Toutefois, les institutrices non mariées, vivant en commun, ont droit à un traitement de base de 1,000 francs et aux augmentations de traitement prévues à l'alinéa précédent

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

1919 verworven toestanden moeten de leden van het personeel Belg zijn;

4^o Zij moeten in het bezit zijn van het diploma van onderwijzeres of van regentes ofwel van het getuigschrift van bekwaamheid tot het ambt van bewaarschoolonderwijzeres; dit getuigschrift zal voortaan afgeleverd worden slechts na twee proeven, met een tusschentijd van ten minste één jaar afgelegd. De op 1 Juli 1919 verworven toestanden worden gehandhaafd;

5^o De school moet zich aan de regeling van het Staatstoezicht onderwerpen, zooals dit bij deze wet is vastgesteld;

6^o Zij moet het stelsel der kosteloosheid aannemen, door artikel 16 van deze wet bepaald.

Een koninklijk besluit bepaalt het minste getal leerlingen dat eene bewaarschoolklasse moet tellen en het hoogste getal dat zij mag tellen om tot het genot der Staatstoelagen toegelaten te worden.

ART. 6^{ier}.

De Staatstoelagen voor de bewaarscholen, die zich onderwerpen aan de bepalingen van voorgaand artikel, zijn gelijk aan de wedden van het personeel, welke noodzakelijkerwijze bestaan uit :

1^o Een aanvangswedde van 2,000 frank;
2^o Eene huishuurvergoeding gelijk aan deze voorzien bij artikel 29 voor de lagere onderwijzeressen;

3^o Eene gezinsvergoeding berekend zooals voor de lagere onderwijzers.

De onderwijzeressen der bewaarscholen hebben recht op tien jaarlijksche verhoogingen van 80 frank en daarna op tien tweejaarlijksche verhoogingen van 120 frank, onder dezelfde voorwaarden als deze bij artikel 32 dezer wet vastgesteld voor de onderwijzers.

Evenwel hebben de ongehuwde, in gemeenschap levende onderwijzeressen recht op eene aanvangswedde van 1,000 frank en op de weddeverhoogingen voorzien bij voorgaand

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

ART. 7.

Les traitements des maitres spéciaux chargés d'enseigner certaines branches dans les écoles où le personnel ordinaire n'a pas les aptitudes voulues pour donner cet enseignement, tels que les maitresses de couture, d'économie domestique, les professeurs de dessin, des travaux manuels, de chant, de gymnastique, d'agriculture, etc., sont calculés à raison de 4 % du revenu des instituteurs par heure hebdomadaire de cours.

Toutes les autres dispositions de la loi organique leur sont applicables.

ART. 8.

L'article 36 est complété comme suit :

« Le traitement est payé mensuellement par le Trésor public; chaque année les parts incombant aux communes dans le paiement de ces traitements sont portées aux budgets des communes. Ces parts sont recouvrables au profit du Trésor public. Le versement en est fait chez les agents du caissier général de l'État avant le

ART. 7.

De wedden van de bijzondere leermeesters, met het onderwijs van sommige vakken belast in de scholen waar het gewoon personeel daartoe niet bekwaam is, als daar zijn de leermeesteressen voor naaldenwerk, huishoudkunde, de leeraars van handteekenen, handwerken, zang, gymnastiek, landbouw, enz., worden berekend tegen 4 t. h. van het inkomen der onderwijzers voor elke uur les per week.

Al de overige bepalingen der organieke wet zijn op hen toepasselijk.

ART. 8.

Artikel 36 wordt aangevuld als volgt :

« De wedde wordt maandelijks betaald door de Openbare Schatkist; ieder jaar wordt het aandeel, dat elke gemeente in die wedde moet betalen, op de gemeentebegroting uitgetrokken. Dit aandeel moet in de Openbare Schatkist gestort worden. De storting geschiedt bij de agenten van den algemeenen kashouder van den Staat vóór 15 De-

Texte proposé par la Section centrale.

mais dont l'import est réduit à 40 francs. Elles ne bénéficient d'aucune indemnité de résidence, sauf le chef d'école qui touche une indemnité double de résidence.

Le traitement du chef d'école gardienne comprend une indemnité de direction calculée à raison de 100 francs par classe, avec minimum de 200 francs et maximum de 600 francs.

La liquidation de ces subsides s'accomplit comme celle des subsides pour les écoles primaires.

ART. 7.

(A supprimer.)

ART. 8.

(A supprimer.)

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

lid, waarvan het bedrag echter verminderd wordt tot op 40 frank. Zij hebben geen aanspraak op eenige huishuurvergoeding, behalve het schoolhoofd, dat eene dubbele huishuurvergoeding ontvangt.

In de wedde van het hoofd eener bewaarschool is begrepen eene bestuursvergoeding, berekend tegen 100 frank per klasse en bedragende ten minste 200 frank en ten hoogste 600 frank.

Deze toelagen worden uitbetaald op dezelfde wijze als de toelagen voor de lagere scholen.

ART. 7.

(Te doen wegvallen.)

ART. 8.

(Te doen wegvallen.)

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

15 décembre de l'année pour laquelle les parts sont dues. »

ART. 9.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 28 :

« Dans la supputation des années de service sont comprises les années passées à l'armée par les instituteurs et les élèves normalistes incorporés. »

ART. 10.

Les dispositions ci-dessus sont rendues applicables à partir du 1^{er} juillet 1919.

cember van het jaar, waarvoor het aandeel is verschuldigd. »

ART. 9.

De navolgende bepaling wordt aan artikel 28 toegevoegd :

« Bij het berekenen van de jaren dienst worden de jaren, die de ingelijfde onderwijzers en leerlingen van normaalscholen in het leger doorbrachten, in aanmerking genomen. »

ART. 10.

Bovenstaande bepalingen zijn van toepassing vanaf 1 Juli 1919.



Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

ART. 9.

(A supprimer).

ART. 9.

(Te doen wegvallen.)

ART. 9^{bis}.

Il est ajouté à l'article 24 de la loi organique de l'enseignement primaire le texte ci-après :

« Cet examen comprend deux épreuves qui doivent être subies à un an d'intervalle au moins, et qui portent sur le programme complet des écoles normales de l'Etat. »

ART. 10.

Les dispositions ci-dessus sont applicables à partir du 1^{er} octobre 1919, sous déduction, le cas échéant, des indemnités de vie chère qui auraient été payées pour une période postérieure à cette date.

Elles seront coordonnées avec les dispositions de la loi organique de l'enseignement primaire.

ART. 9^{bis}.

Aan artikel 24 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt de volgende tekst toegevoegd :

« Dit examen bevat twee proeven die met een tusschentijd van ten minste één jaar moeten afgelegd worden en het volledig programma der normaalscholen van den Staat omvatten. »

ART. 10.

Bovenstaande bepalingen zijn van toepassing vanaf 1 October 1919, bij voorkomend geval, mits aftrekking van den duurtelbijslag die voor een tijdperk na dien datum mocht betaald zijn.

Zij zullen met de bepalingen der wet tot regeling van het lager onderwijs samengecordend worden.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 OCTOBER 1919.

Wetsvoorstel houdende herziening van sommige artikelen der wet van 19 Mei 1914 tot regeling van het lager onderwijs ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER HARMIGNIE.

MIJNE HEEREN,

Niemand ontkent dat het noodzakelijk is den stoffelijken toestand der leerkrachten van het lager onderwijs aanmerkelijk te verbeteren.

De wettelijke jaarwedde, door de wet van 19 Mei 1914 vastgesteld, is ontoereikend geworden om hun een behoorlijk bestaan te verschaffen.

Spoedig dient deze maatregel te worden getroffen in het belang van de waardigheid en het aanzien van den onderwijzer, alsmede met het oog op de aanwerving van het onderwijzers-korps.

Wel is waar hebben, in de steden en in aanzienlijke gemeenten, de gemeentebesturen aan de onderwijzers eene jaarwedde toegekend, welke hooger is dan de wettelijke rooster.

Talrijke gemeenten hebben zich integendeel streng gehouden aan dien rooster en, vooral sedert den oorlog, blijk gegeven van éene betreurens-waardige nalatigheid bij het uitbetalen van wat hun verschuldigd was.

Na den oorlog stelde de Regeering er prijs op, aan deze beambten dadelijk duurtebijslagen te verleenen, met terugwerkende kracht; die bijslagen bedragen een aanzienlijke som.

(1) Wetsontwerp, n° 332.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer POUILLET, bestond uit de heeren HARMIGNIE, MAENHAUT, RAEMDONCK, BOLOGNE, MOYERSOEN en WOESTE.

Thans geldt het een vasten rooster te bepalen, wiens beloop in aanmerking zal worden genomen bij het vaststellen van het rustpensioen des onderwijzers.

Het onderwijzerskorps, dat gedurende den oorlog veel heeft geleden en nog immer lijdt door de duurte van de noodzakelijkste levensmiddelen, hunkert naar deze hervorming.

Het voorstel, door de heeren Buyl, Marek, Van Cauteren, Maenhaut, Souplit, Berloz ingediend, beantwoordt aan dien wensch.

In de Afdeelingen der Kamer werd dit voorstel, in beginsel, gunstig onthaald; aangaande de bedragen van den voorgestelden rooster werd echter zeker voorbehoud gemaakt en de wensch uitgedrukt dat de bepalingen van het voorstel, ten minste in een zekere mate, tot al de aanneembare scholen zouden uitgebreid worden.

Ziehier de groote lijnen van het voorstel :

1. Gelijkheid van de jaarwedden der onderwijzers en der onderwijzeressen, zelfs der bewaarschoolonderwijzeressen indien zij in het bezit zijn van het diploma voor het lager onderwijs of vóór het middelbaar onderwijs van den tweeden graad.

De overige ontvangen slechts drie vierden van de jaarwedde, van de periodische verhoogingen en van de bestuursvergoeding toegekend aan de gediplomeerden.

2. Aanvangswedde	fr. 3,600 »
3. Jaarlijksohe periodieke verhoogingen : 12 van fr. 150 »	
Id. id. 12 van fr. 200 »	
	————— 3,000 »

Bestuursvergoeding : 100 frank per klas, met ten minste 300 frank en ten hoogste 600 frank.

Huishuurvergoeding in de gemeenten van de :

1 ^{ste} reeks	fr. 800 »
2 ^e id.	600 »
3 ^e id.	400 »
4 ^e id.	200 »

Voor de gehuwde onderwijzers en de schoolhoofden wordt de vergoeding verdubbeld.

Na vier en twintig jaren dienst, bekomt de onderwijzer den graad van schoolhoofd met de helft der bestuursvergoeding ingeval hij met het bestuur niet is belast.

De Staat betaalt vier vijfden dezer jaarwedden en bijslagen, zoowel voor de gemeentelonderwijzers als voor de wereldlijke onderwijzers van aanneembare scholen.

De niet gehuwde, in gemeenschap levende onderwijzers blijven dus onderworpen aan de wet van 19 Mei 1914 zonder de minste wijziging.

De Regeering zal de jaarwedden, verhoogingen en allerhande vergoedingen aan de belanghebbenden rechtstreeks uitbetalen, behoudens terugvordering van het laatste vijfde ten laste van de gemeenten of van de schoolcomiteiten.

Na inzage van de processen-verbaal der Afdeelingen te hebben genomen en den heer Buyl, ontwerper van het voorstel, te hebben gehoord, heeft de Middenafdeeling beslist, alvorens tot het grondig onderzoek daarvan over te gaan :

1^o Het advies van de Regeering in te winnen over :

a) Den rooster voorgesteld door den heer Buyl c. s. ;

b) Het aandeel van de tusschenkomst van den Staat in de jaarwedden, huishuurvergoedingen, enz.

Zij stelt haar voor, het ten laste nemen door den Staat van deze uitgave te onderzoeken; de terugvordering van een gedeelte dier uitgave ten laste van de kleine gemeenten en van de schoolcomiteiten zal inderdaad bezwaren opleveren en het voorstel, zooals het is opgevat, zal een aanzienlijke verzwaring zijn van de uitgaven, aan deze laatsten opgelegd, terwijl het die uitgaven vermindert, welke aan de gemeenten in 't algemeen, uit hoofde van het lager onderwijs, zijn opgelegd.

c) De toepassing, op de in gemeenschap levende onderwijzers en onderwijzeressen der aangenomen en aanneembare scholen, der bepaling van artikel 4 van het voorstel; doch mits eene vermindering van 40 t. h. der aanvangswedde voor de onderwijzers en van 50 t. h. voor de onderwijzeressen ;

d) De toekenning, aan de gehuwde of weduwnaar zijnde onderwijzers, van eene jaarlijksche vergoeding van 100 frank per minderjarig kind dat te hunnen laste is.

2^o De Regeering te verzoeken, te bepalen welke financieele gevolgen voor den Staat zullen voortvloeien uit het onderhavige wetsvoorstel en uit de bovenvermelde voorstellen.

Deze vragen werden denzelfden dag overgemaakt aan Minister de Broqueville, waarnemend Minister van Wetenschappen en Kunsten, die op 6 October het volgende antwoord deed geworden :

« Brussel, 6 October 1919,

» *Den heer Harmignie, verslaggever van de Middenafdeeling, Brussel.*

» MIJNHEER DE VERSLAGGEVER,

» Ik heb de eer U bij dezen eene nota te doen geworden, waardoor de Regeering hare meening doet kennen over het vraagpunt opgeworpen door het wetsvoorstel der heeren Buyl c. s., betreffende de herziening van den wedderooster der leerkrachten van de lagere scholen en van de bewaarscholen. Daar de Regeering beslist heeft deze zaak te laten regelen door de

volgende Wetgeving, zult gij, Mijnheer de Verslaggever, het met mij er over eens zijn, dat ik voorloopig nalaat te antwoorden op de vragen welke gij mij, namens de Middenafdeeling, hebt overgemaakt.

» Gelief, Mijnheer de Verslaggever, de verzekering mijner hoogachting te aanvaarden.

» *De Minister*

van Wetenschappen en Kunsten ad interim,

» B^{on} DE BROQUEVILLE, »

De bijgevoegde nota luidde :

« De Regeering is van gevoelen dat zij niet op het einde van een overladen zittingsjaar eene quaestie kan oplossen, welke met het onderwijsvraagstuk in verband staat.

» Gansch de Regeering beslist dat het, om geene reden hoegenaamd, gepast is deze quaestie op te lossen in de voorwaarden en onder de omstandigheden waarin zij zich voordoet.

» Ten einde de onderwijzers op practische wijze te ontmoet te komen, zal de Regeering voor hen doen wat zij doet voor de magistratuur : zij zal hun een duurbijslag en de regelmatige betaling daarvan verzekeren tot den dag waarop de nieuwe rooster zal toegepast worden. Daarenboven zal zij de verbintenis aangaan aan den nieuwen rooster terugwerkende kracht te verleenen tot op 1 oktober 1919, mits afhouding der duurtetoeslagen. »

De Middenafdeeling was van gevoelen dat zij niettemin tot plicht had het onderzoek van het voorstel voort te zetten, aangezien de Kamer alleen over hare dagorde beslist.

Onderscheidene wijzigingen werden in het wetsvoorstel gebracht.

In artikel 1 brengt zij een dubbele wijziging : eensdeels, vermindering van den voorgestelden rooster; anderdeels, toekenning aan de onderwijzeres van eene jaarwedde lager dan die van den onderwijzer.

Het scheen overdreven, aan den onderwijzer eene aanvangswedde en onderscheidene baten te verleenen, welke, na vier en twintig jaar dienst, 8,900 frank kunnen bereiken, indien hij is gehuwd, schoolhoofd, in eene groote stad woonachtig en in het bezit van bijzondere diplomas.

In de gemeenten beneden 5,000 inwoners zou hij 7,400 frank kunnen bekomen.

Onder de gunstigste omstandigheden zou een onderwijzersgezin 15,000 tot ongeveer 18,000 frank inkomsten kunnen hebben.

Tot staving van dezen rooster deed men gelden, dat werklieden thans een loon van 3,600 frank en meer per jaar verdienen; doch men moet niet uit het oog verliezen dat het bedrag van dit loon hoegenaamd niet vaststaat; dat het van den eenen dag tot den anderen kan verminderen; dat de werkmán blootgesteld is aan arbeidsongevallen, aan werkloosheid. Integendeel, de onderwijzer, wiens statuut en minimumvergoeding door eene wet zijn bepaald, kan slechts in geval van zeer erge nalatigheid afgezet worden; het loon van zijn arbeid zal niet verminderen als het leven minder duur wordt;

hij is er integendeel zeker van, dat het jaarlijks zal verhoogen; bovendien trekt hij eene huishuurvergoeding of heeft hij het genot van eene woning en, eindelijk, op een weinig gevorderden leeftijd bekomt hij een pensioen, waarvoor hem niets werd afgehouden.

De Middenafdeeling wijzigde ook de artikelen 2 en 5 rakende de periodieke verhoogingen en de bestuursvergoedingen.

Kortom, de wedderooster, door haar aangenomen, is de volgende :

A) Voor den onderwijzer :

1 ^o Aanvangswedde	fr.	3,000 »
2 ^o Periodieke verhoogingen : 10 jaarlijksche van 100 frank .		1,000 »
Id. id 10 tweejaarlijksche van 100 fr.		1,500 »
TE ZAMEN		<u>fr. 5,500 »</u>

3^o Huishuurvergoeding :

In de gemeenten van 5,000 inwoners en minder	200 frank.
In de gemeenten van 5,001 tot en met 40,000 inwoners.	300 »
In de gemeenten van 40,001 tot en met 100,000 inwoners	400 »
In de gemeenten van méér dan 100,000 inwoners. . . .	500 »

Deze vergoeding wordt verdubbeld :

a) Voor de gehuwde onderwijzers en de weduwnaars en weduwen met kinderen ;

b) Voor de onderwijzers en onderwijzeressen, die schoolhoofden zijn.

De onderwijzers en onderwijzeressen, die een schoolgebouw betrekken, hebben geen recht op die vergoeding.

Een koninklijk besluit kan bepalen dat de gemeenten, die zich in bijzondere economische toestanden bevinden, voor het vaststellen der huishuurvergoeding in eene hoogere klasse gerangschikt worden.

4^o Bestuursvergoeding berekend op 100 frank per klas toegekend aan de schoolhoofden, die met eene klas belast zijn of het bestuur hebben over ten minste vijf klassen; het minimum dier vergoeding bedraagt 200 frank, het maximum 600 frank.

*
* *

Bijgevolg zal, na dertig jaar, de onderwijzer, hoofd eener school, houder van bijzondere diploma's en inwoner eener groote stad, eene betrekking van 7,200 frank bekleeden; in de kleine gemeenten van minder dan 5000 inwoners, waar slechts twee klassen zijn, zal die wedde 6,100 frank bedragen.

B) Voor de onderwijzeres :

Aanvangswedde	fr.	2,600
10 jaarlijksche verhoogingen van 80 frank		800
10 jaarlijksche verhoogingen van 120 frank		1,200
		<u>fr. 4,600</u>

De huishuur- en de bestuursvergoeding zijn dezelfde als voor den onderwijzer.

De Afdeeling is van meening dat de oprichting van bewaarscholen dient bevordert en dat de werking daarvan dient geregeld te worden.

Daartoe werd een artikel in het ontwerp opgenomen.

Zij heeft eveneens een wedderooster vastgesteld voor de Fröbelonderwijzeressen.

Zij zullen eene aanvangswedde trekken van 2,000 frank met dezelfde huishuur- en bestuursvergoeding als de lagere onderwijzeressen, alsmede 10 jaarlijksche verhoogingen van 80 frank, en 10 tweejaarlijksche verhoogingen van 120 frank elk.

* * *

Aan de gehuwde onderwijzers of onderwijzeressen, weduwnaar of weduwe, wordt eene gezinsvergoeding van 100 frank toegerekend voor elk minderjarig kind dat te hunnen laste is.

Evenwel, indien een der echtgenooten, om eenige andere reden, zelf eene gezinsvergoeding trekt, zal men niet de twee te gelijk kunnen trekken; de onderwijzer of de onderwijzeres heeft enkel recht op het verschil, indien deze vergoeding minder bedraagt dan de hunne.

Bijdrage van den Staat.

Het wetsontwerp legt ten laste van den Staat vier vijfden van de wedden en andere baten verleend aan de wereldlijke onderwijzers én van de gemeentescholen én van de aangenomen en aanneembare scholen.

Volgens de berekeningen van de Middenafdeeling zou het stelsel ten gevolge hebben dat de geheele uitgave der gemeenten voor het lager onderwijs met ongeveer 2 millioen zou verminderen, terwijl de last der schoolcomiteiten aanzienlijk zou toenemen.

Volgens de wet van 1914 droeg de Staat voor nagenoeg een derde bij in de uitgaven van het lager onderwijs uit hoofde van de jaarwedden, en voor ongeveer vier vijfden in deze van de aanneembare scholen bestuurd door wereldlijke onderwijzers.

Hij verleende inderdaad eene gewone toelage van 800 frank voor de eerste schoolklas, van 700 frank voor de overige en van 900 frank voor de klas van den vierden graad; daarenboven verleende hij eene aanvullende som van 600 frank per onderwijzersklas en 500 frank per klas eener niet in gemeenschap levende onderwijzeres; de Staat betaalde ook drie vierden der periodieke verhoogingen van 100 frank voor de wereldlijke onderwijzers en het geheel bedrag der verhooging van 50 frank voor de in gemeenschap levende onderwijzers.

De aanvangswedde van den onderwijzer bedroeg 1,200 frank, alsmede eene huishuurvergoeding en de periodieke verhoogingen.

Volgens het ontwerp zou die last bijna verdrievoudigd worden.

Bovendien dient te worden opgemerkt dat de kosten voor verwarming, verlichting, bouw en onderhoud der gebouwen eveneens sedert 1914 verdriedubbeld is.

Het ontwerp verleent ten slotte niets meer aan de ongehuwde, in gemeenschap levende leerkrachten, en nochtans is de levensduurte zoowel voor hen als voor de overigen aanzienlijk gestegen. Zij trekken dus nog alleen de gewone toelage per klas en de periodieke verhooging van 50 frank bepaald bij artikel 30, litt. D, der wet van 1914, want zij hebben geen recht op de zoogezegde aanvullende toelage van artikel 31. Deze toestand is in strijd met de rechtvaardigheid; in de Afdeelingen werd daarop gewezen zonder eenige tegenspraak.

De Middenafdeeling was van meening dat die toestand dient te worden verholpen.

Zij nam de volgende regeling aan :

De Staat verleent als toelage aan de gemeenten evenals aan de aanneembare scholen eene som gelijk aan de minimumwedde, door het ontwerp opgelegd.

Wat echter de ongehuwde, in gemeenschap levende onderwijzers betreft, wordt de wedderooster merkelyk verminderd.

De onderwijzer zal eene aanvangswedde trekken van 1,800 frank, alsmede tien jaarlijksche en tien tweejaarlijksche verhoogingen van 60 frank.

De onderwijzeres zal eene aanvangswedde trekken van 1,400 frank, alsmede 10 jaarlijksche en 10 tweejaarlijksche verhoogingen van 40 frank.

Het schoolhoofd trekt eene huishuurvergoeding van ten minste 200 frank en ten hoogste 500 frank.

Hij ontvangt eene gelijke bestuursvergoeding.

De bewaarschoolonderwijzeres trekt eene aanvangswedde van 1,000 frank, jaarlijksche en daarna tweejaarlijksche verhoogingen van 40 frank elk, alsmede, voor het schoolhoofd, de huishuurvergoeding zóoals de wereldlijken en de bestuursvergoeding van 200 tot 500 frank.

Om het misbruik van het oprichten van een overdreven getal klassen te vermijden, zal het minste getal leerlingen, dat eene klas moet tellen, en het hoogste getal, dat zij mag hebben om in aanmerking te kunnen komen voor de toelagen, bij koninklijk besluit bepaald worden.

*
* *

Het ontwerp maakt nochtans van den gemeenteonderwijzer geen Staatsbeambte; de Gemeente benoemt hem en zet hem af; hij is aan haar gezag onderworpen; niets is in dit opzicht veranderd; doch de Regeering betaalt hem zijne wedde in eigen handen om die betaling geregeld te doen geschieden en tevens om de vertragingen te vermijden, die in vele gemeentebesturen voorkomen voor de betaling van wat aan den onderwijzer verschuldigd is.

De zelfstandigheid der Gemeente wordt dus geëerbiedigd. Het staat aan de Gemeenteraden vrij, naar goëddunken aan de onderwijzers eene hoogere

wedde dan die van den wedderooster te verleenen, doch uitsluitend ten laste van de Gemeente.

Door dit stelsel moet, weliswaar, de Staat voor een hogere som bijdragen, daar het de Gemeenten ontlast, doch de belastingplichtige behoeft niets meer te betalen.

Bij artikel 7 betreffende de wedden der bijzondere meesters, in de scholen belast met zekere vakken, bleef de Middenafdeeling een oogenblik stil; zij oordeelt dat het in den grond nuttig zou zijn een rooster vast te stellen en tevens den last van dit onderwijs, dat in de wet van 1914 niet wordt voorzien, aan de gemeente over te laten.

Zij stelt niettemin voor, deze bepaling te verwerpen, daar zij niet beschikt over gegevens betreffende de inrichting dier leergangen, die van gemeente tot gemeente verschilt.

De Middenafdeeling vestigt de aandacht van de Regeering op het feit, dat het normaal onderwijs noodzakelijk moet hervormd worden.

Is de toestand van den onderwijzer ruimschoots verbeterd, dan dient zijne opleiding vollediger te zijn en moet hij een ernstiger examen tot het bekomen van zijn diploma afleggen.

Eene tabel met de amendementen van de Middenafdeeling benevens den tekst van het ontwerp is aan dit verslag toegevoegd.

Het aldus gewijzigd ontwerp werd eenparig aangenomen door de Middenafdeeling, die het aan de Kamer ter goedkeuring voorlegt.

Zij is er van overtuigd dat het ruimschoots zal bijdragen tot verbetering van ons lager onderwijs.

Meer ontwikkeld, ontdaan van de voortdurende bekommernis om de twee eindjes aaneen te knopen, niet meer gedwongen, om zijn bestaan te verbeteren, wat hij te verdienen of werk te doen dat hem van zijn onderwijzersplicht afrekt, zal de onderwijzer zich heel en al kunnen wijden aan het onderwijs en de opvoeding der jeugd.

Hij zal bij deze meer gezag en aanzien hebben. Het ontwerp legt aan het land ongetwijfeld een zwaar offer op, doch het is in verhouding met het doel dat wij willen bereiken, namelijk ons lager onderwijs tot zijn hoogtepunt brengen. Onze scholen moeten van onze jonge Belgen meer ontwikkelde menschen maken, beter geschikt om aan het economisch en moreel herstel van het land mede te werken, en vooral flinke burgers die hun land beminnen en bereid zijn het te verdedigen.

De Verslaggever,
ALP. HARMIGNIE.

De Voorzitter,
P. POULLET.

TEXTE PROPOSÉ PAR LA SECTION CENTRALE

TEKST DOOR DE MIDDENAFDEELING VOORGESTELD

Texte de la proposition de loi.

ARTICLE PREMIER.

L'article 29 de la loi organique de l'enseignement primaire est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le Conseil communal fixe le traitement des instituteurs communaux qui comprendra nécessairement les éléments suivants :

» 1° Un traitement de base de 3,600 francs pour les instituteurs et institutrices primaires et Frœbel ;

» 2° Une indemnité de résidence fixée comme suit :

» Dans les communes de 5,000 habitants et moins. . . fr. 200 »

» Dans les communes de 5,001 habitants à 40,000 habitants 400 »

» Dans les communes de 40,001 habitants à 100,000 habitants 600 »

» Dans les communes de plus de 100,000 habitants . . 800 »

» Cette indemnité sera doublée :

» a) Pour les instituteurs mariés, ainsi que les veufs et veuves avec enfants ;

» b) Pour les instituteurs et institutrices chefs d'école.

» Les communes sont classées d'après la population de droit constatée par le dernier recensement décennal.

Tekst van het wetsvoorstel.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 29 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt door de navolgende bepalingen vervangen :

« De Gemeenteraad stelt de wedde van de gemeentelijke onderwijzers vast ; deze wedde bestaat noodzakelijk uit :

» 1° Eene aanvangswedde van 3,600 frank voor de onderwijzers en onderwijzeressen der lagere scholen en der Frœbelscholen ;

» 2° Eene huishuurvergoeding bepaald als volgt :

» In de gemeenten van 5,000 inwoners en minder. fr. 200 »

» In de gemeenten van 5,001 tot en met 40,000 inwoners : 400 »

» In de gemeenten van 40,001 tot en met 100,000 inwoners 600 »

» In de gemeenten van meer dan 100,000 inwoners. . 800 »

» Deze vergoeding wordt op het dubbel gebracht :

» a) Voor de gehuwde onderwijzers, alsmede voor de weduwnaars en weduwen met kinderen ;

» b) Voor de onderwijzers en onderwijzeressen die tevens schoolhoofden zijn.

» De gemeenten worden ingedeeld naar het cijfer der bevolking, vastgesteld door de jongste tienjaarlijksche volkstelling.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

L'article 29 de la loi organique de l'enseignement primaire est remplacé par le texte suivant :

Artikel 29 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt door de navolgende bepalingen vervangen :

« Le Conseil communal fixe le traitement des instituteurs communaux qui comprendra nécessairement :

« De Gemeenteraad stelt de wedde van de gemeentelijke onderwijzers vast; deze wedde bestaat noodzakelijk uit :

» 1° Un traitement de base de 3,000 francs pour les instituteurs et de 2,600 francs pour les institutrices ;

» 1° Eene aanvangswedde van 3,000 frank voor de onderwijzers en van 2,600 frank voor de onderwijzeressen ;

» 2° Une indemnité de résidence fixée comme suit pour les uns et les autres :

» 2° Eene huishuurvergoeding bepaald voor beiden als volgt :

» Dans les communes de 5,000 habitants et moins . . . fr. 200 »

» In de gemeenten van 5,000 inwoners en minder . . . fr. 200 »

» Dans les communes de 5,001 à 40,000 habitants. . . 300 »

» In de gemeenten van 5,001 tot en met 40,000 inwoners . . . , 300 »

» Dans les communes de 40,001 à 100,000 habitants. 400 »

» In de gemeenten van 40,001 tot en met 100,000 inwoners 400 »

» Dans les communes de plus de 100,000 habitants . 500 »

» In de gemeenten van meer dan 100,000 inwoners. 500 »

» Cette indemnité sera doublée :

» Deze vergoeding wordt op het dubbel gebracht :

» a) Pour les instituteurs mariés ainsi que les veufs et les veuves avec un ou plusieurs enfants.

» a) Voor de gehuwde onderwijzers, alsmede voor de weduwnaars en weduwen met een of meer kinderen ;

» b) Pour les chefs d'école.

» b) Voor de schoolhoofden.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernaevens.)

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

» Deux ou plusieurs communes formant une agglomération ou considérées comme telle par arrêté royal, sont rangées dans la catégorie de celle d'entre elles ayant la plus forte population.

» N'ont pas droit à l'indemnité de résidence les instituteurs et les institutrices qui ont la jouissance d'un logement scolaire.

» Les qualifications de « sous-instituteur » et de « sous-institutrice » sont supprimées. »

» Twee of meer gemeenten, die eene agglomeratie uitmaken of bij koninklijk besluit als zoodanig zijn beschouwd, worden opgenomen in de klasse van die onder haar, welke de grootste bevolking heeft.

» Onderwijzers en onderwijzeressen, die een schoolhuis bewonen, hebben geen aanspraak op de huishuurvergoeding.

» De benamingen « hulponderwijzer » en « hulponderwijzeres » worden afgeschaft. »

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

» *Le Roi peut, le Conseil communal et la députation permanente entendus, décider que les communes, faisant partie d'une agglomération, ou qui se trouvent dans des situations économiques spéciales, seront, pour la fixation de l'indemnité de résidence, classées dans une catégorie supérieure.*

(Comme ci-contre.)

» *Lorsque le mari et la femme sont attachés à une école de la même commune, ils ne peuvent prétendre qu'à un seul logement et à une seule indemnité simple de résidence, ou à une indemnité double et à une indemnité simple de résidence.*

» *3^o Une indemnité familiale de 100 francs par enfant mineur à charge des instituteurs ou institutrices mariés, veufs ou veuves sont dues à partir du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet suivant la naissance de l'enfant; elles ne sont plus dues à partir du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet suivant le décès de l'enfant, la date de sa majorité ou celle à laquelle il cesse d'être à la charge de ses parents. Toutefois elle ne pourra être cumulée avec une indemnité familiale dont jouirait le conjoint. Si celle-ci était inférieure à 100 francs, la différence, seule, serait accordée au bénéficiaire.*

(Comme ci-contre.)

ART. 1^{bis} (nouveau).

Les deux premiers alinéas du litt. D de l'article 30 de la loi orga-

» *De Koning kan, na den gemeenteraad en de bestendige deputatie te hebben gehoord, beslissen dat gemeenten, die deel uitmaken van eene agglomeratie of zich in bijzondere economische toestanden bevinden, voor de bepaling der huishuurvergoeding in eene hoogere klasse zullen gerangschikt worden.*

(Zooals hiernevens.)

» *Waar man en vrouw op eene school van dezelfde gemeente werkzaam zijn, kunnen zij slechts aanspraak maken op ééne woning en op ééne enkele huishuurvergoeding of wel op ééne dubbele en ééne enkele huishuurvergoeding.*

» *3^o Ééne jaarlijksche gezinsvergoeding van 100 frank per minderjarig kind ten laste van de onderwijzers of onderwijzeressen, die gehuwd, weduwnaar of weduwe zijn, is vanaf 1 Januari of 1 Juli na de geboorte van het kind verschuldigd; zij is niet meer verschuldigd vanaf 1 Januari of 1 Juli na het overlijden van het kind, na den datum zijner meerderjarigheid of na dien waarop het ophoudt ten laste van zijne ouders te zijn. Zij kan echter niet worden uitbetaald te zamen met eene gezinsvergoeding toegekend aan den medeechtgenoot. Mocht zij minder dan honderd frank bedragen, dan zou alleen het verschil aan den rechthebbende toegekend worden.*

(Zooals hiernevens.)

ART. 1^{bis} (nieuw).

De eerste twee alinea's van litt. D van artikel 30 der wet tot regeling

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

ART. 2.

Le littera A de l'article 32 est rédigé comme suit :

« L'instituteur et l'institutrice primaires et Frœbel ont droit à douze augmentations annuelles de 150 francs et douze augmentations annuelles de 100 francs à l'effet de majorer de 3,000 francs après vingt-quatre ans de service, le minimum prévu à l'article 29.

ART. 2.

Littera A van artikel 32 wordt gewijzigd als volgt :

« De onderwijzer en de onderwijzeres der lagere scholen en der Frœbelscholen hebben aanspraak op twaalf jaarlijksche verhoogen van 150 frank en twaalf jaarlijksche verhoogen van 100 frank, derwijze dat het bij artikel 29 bepaald minimum met 3,000 frank wordt verhoogd na een diensttijd van vier en twintig jaar. »

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

nique de l'enseignement primaire sont remplacés par le texte suivant :

« *Le traitement de base des instituteurs non mariés, vivant en commun, des écoles adoptées et adoptables est fixé à 1,800 francs pour les hommes et à 1,400 francs pour les femmes; l'indemnité de résidence n'est due qu'au chef d'école; elle est calculée d'après les bases établies à l'article précédent pour les instituteurs communaux.* »

ART. 2.

Le littéra A de l'article 32 de la loi organique de l'enseignement primaire est remplacé par le texte ci-après :

« *L'instituteur a droit à dix augmentations annuelles de 100 francs, suivies de dix augmentations biennales de 150 francs, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 2,500 francs le minimum légal prévu à l'article 29.*

» *Pour les institutrices le taux de ces augmentations est fixé respectivement à 80 francs et 120 francs jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 2,000 francs le minimum légal prévu à l'article 29.*

» *Pour les instituteurs non mariés vivant en commun, le taux de ces augmentations de traitement est réduit à 60 francs pour les hommes et à 40 francs pour les femmes, de manière à majorer respectivement de 1,200 francs et de 800 francs les minima légaux prévus à l'article 29.*

van het lager onderwijs worden vervangen door den volgende tekst :

« *De aanvangswedde der in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers der aangenomen en aanneembare scholen wordt bepaald op 1,800 frank voor de mannen en op 1,400 frank voor de vrouwen; de huishuurvergoeding is alleen aan het schoolhoofd verschuldigd; zij wordt berekend naar de grondslagen, bij het vorig artikel vastgesteld voor de gemeenteonderwijzers.* »

ART. 2.

Litt. A van artikel 32 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt vervangen door den volgende tekst :

« *De onderwijzer heeft aanspraak op tien jaarlijksche verhoogingen van 100 frank en daarna op tien tweejaarlijksche verhoogingen van 150 frank totdat is bereikt de noodige som om het bij artikel 29 bepaald minimum te verhoogen met 2,500 frank.*

» *Voor de onderwijzeressen wordt het bedrag dier verhoogingen onderscheidenlijk op 80 en 120 frank bepaald, totdat is bereikt de noodige som om het bij artikel 29 bepaald minimum te verhoogen met 2,000 frank.*

» *Voor de in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers wordt het bedrag dier weddeverhoogingen vermindert tot 60 frank voor de mannen en tot 40 frank voor de vrouwen, derwijze dat de bij artikel 29 voorziene wettelijke minima onderscheidenlijk met 1,200 frank en met 800 frank worden verhoogd.*

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

» Ces augmentations prennent cours au 1^{er} janvier de chaque année.

» Toutefois, lorsque l'institutrice Frœbel n'est pas porteur du diplôme de l'enseignement primaire ou du diplôme de l'enseignement moyen du 2^e degré, elle n'a droit qu'aux trois quarts du traitement de base et des augmentations annuelles; elle jouira de l'intégralité de l'indemnité de résidence. »

ART. 3.

Le littéra B de l'article 32 est complété par la disposition suivante :

« Les services rendus pendant la guerre par les instituteurs incorporés comptent double. Sont assimilés aux instituteurs, les porteurs du diplôme d'instituteur et du diplôme de l'enseignement moyen du 2^e degré, qui n'étaient pas encore en fonctions au moment de leur incorporation.

» Les mêmes dispositions sont applicables aux élèves normalistes incorporés. »

» Deze verhoogingen zijn verschuldigd van af 1 Januari van elk jaar.

» Is echter de onderwijzeres der Frœbelschool niet in bezit van het diploma van lager onderwijs of van het diploma van middelbaar onderwijs 2^a graad, dan heeft zij slechts aanspraak op drie vierden van de aanvangswedde en van de jaarlijksche verhoogingen, alsmede op de volle huishuurvergoeding. »

ART. 3.

Littera B van artikel 32 wordt aangevuld door de navolgende bepaling :

« De diensten, tijdens den oorlog bewezen door de ingelijfde onderwijzers, tellen voor dubbel. Worden met de onderwijzers gelijkgesteld zij, die in bezit zijn van het diploma van onderwijzer en van het diploma van het middelbaar onderwijs 2^a graad en die bij hunne inlijving nog niet in bediening waren.

» Dezelfde bepalingen zijn van toepassing op de ingelijfde leerlingen der normaalscholen. »

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

» Ces augmentations prennent cours au 1^{er} janvier de chaque année. »

« Deze verhoogingen zijn verschuldigd vanaf 1 Januari van elkjaar. »

ART. 3.

Le littéra B de l'article 32 est complété comme suit :

« Les services rendus pendant la guerre par les instituteurs mobilisés aux armées ; les services rendus aux écoles belges ou alliées par les instituteurs réfugiés en terre d'asile, sont compris dans la supputation des années de service. Le temps de service accompli depuis le 1^{er} août 1914 par les instituteurs mobilisés et qui leur donne droit à l'attribution de chevrons de front, de même que le temps pendant lequel ils ont été effectivement prisonniers, est compté double. Il en est de même du temps pendant lequel les instituteurs civils ont été déportés ou internés par l'ennemi. Sont assimilés aux instituteurs, les porteurs du diplôme d'instituteurs, du diplôme de professeur agrégé de l'enseignement moyen du second degré qui n'étaient pas encore en fonctions au moment de leur incorporation, de même que les élèves-instituteurs qui étaient aux études dans les écoles normales lorsqu'ils ont été appelés aux armées. »

ART. 3.

Littéra B van artikel 32 wordt aangevuld als volgt :

« Dediensten gedurende den oorlog door de gemobiliseerde onderwijzers aan de legers bewezen ; de diensten, in de Belgische of Geallieerde scholen bewezen door de naarden vreemde uitgeweken onderwijzers, zijn begrepen in de berekening der dienstjaren. De dienstdtijd, dien de gemobiliseerde onderwijzers volbrachten sedert 1 Augustus 1914 en die hun recht geeft op de toekenning van frontchevrons, alsmede de tijd hunner werkelijke gevangenschap, telt voor dubbel. Dit geldt eveneens voor den tijd gedurende welken de burgerlijke onderwijzers waren weggevoerd of geïnterneerd door den vijand. Met de onderwijzers worden gelijkgesteld de bezitters van het onderwijzersdiploma, van het diploma van geaggregeerd leeraar bij het middelbaar onderwijs van den tweeden graad, die hun ambt nog niet uitoefenden op het oogenblik hunner inlijving, evenals de leerlingen-onderwijzers die in de normaalscholen studeerden toen zij naar het leger werden geroepen. »

Texte de la proposition de loi.

—

Tekst van het wetsvoorstel.

—

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

Le littéra C de l'article 32 de la loi organique de l'enseignement primaire, est remplacé par le texte ci-après :

« Sur la proposition du Conseil communal, de la direction de l'école adoptée ou adoptable ou de l'inspection scolaire après avoir pris l'avis, dans les deux premiers cas, de l'inspection scolaire, dans le troisième cas de l'autorité dont relève l'intéressé, et dans tous les cas du conseil d'appel prévu à l'article 26 de la présente loi, et avoir entendu l'instituteur dans ses explications, le Ministre compétent, peut, par décision motivée, déclarer, pour des motifs d'ordre professionnel, qu'il y a lieu de retenir tout ou partie de l'augmentation périodique de traitement.

» Sera notamment considéré comme motif d'ordre professionnel le fait de ne pas signaler à l'autorité les absences des élèves.

» L'instituteur qui aura été frappé d'une peine disciplinaire plus grave que celle que le Conseil communal peut prononcer sans l'approbation de la Députation permanente, sera privé de l'augmentation se rapportant à la période pendant laquelle la peine a été infligée.

» Le Ministre peut relever l'instituteur, en tout ou en partie, de la déchéance encourue après avoir entendu l'inspection scolaire, le Conseil communal ou la direction de l'école adoptée ou adoptable et, dans le cas d'une peine disciplinaire, la Députation permanente ».

Littéra C van artikel 32 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt vervangen door den volgenden tekst :

« Op de voordracht van den gemeenteraad, van het bestuur der aangenomen of aannembare school of van het schooltoezicht, na het advies, in de eerste twee gevallen, van het schooltoezicht, in het derde geval, van de overheid waarvan de belanghebbende afhangt en, in al de gevallen van den bij artikel 26 dezer wet voorzienen raad van beroep te hebben ingewonnen en den onderwijzer in zijne uitleggingen te hebben gehoord, kan de bevoegde Minister, bij met redenen omkleede beslissing, wegens gronden van beroepsaard verklaren dat de periodieke weddeverhooging geheel of gedeeltelijk niet dient te worden verleend.

» Wordt als grond van beroepsaard aangezien het feit dat elke afwezigheid der leerlingen niet ter kennis van de overheid wordt gebracht.

» De onderwijzer, gestraft met eene zwaardere tuchtstraf dan die welke de gemeenteraad zonder goedkeuring vanwege de bestendige deputatie mag uitspreken, wordt beroofd van de verhooging voor het tijdvak waarin de straf werd opgelegd.

» De Minister kan den onderwijzer van het beloopte verval geheel of gedeeltelijk ontheffen, na het schooltoezicht, den gemeenteraad of het bestuur der aangenomen of aannembare school en, in geval van tuchtstraf, de bestendige deputatie te hebben gehoord. »

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

ART. 4.

ART. 4.

Par dérogation aux articles 23, 31 et 32, littéra *F*, l'État supportera les quatre cinquièmes du traitement de base, de l'indemnité de résidence et de l'augmentation annuelle obligatoire, quand il s'agit d'instituteurs ou d'institutrices ne vivant pas en commun.

Met afwijking van de artikelen 23, 31 en 32, littera *F*, draagt de Staat vier vijfden der aanvangswedde, der huishuurvergoeding en der verplichte jaarlijkse verhooging, wanneer het betreft onderwijzers of onderwijzeressen die niet in gemeenschap leven.

ART. 5.

ART. 5.

L'article 33 est modifié comme suit :

Artikel 33 wordt gewijzigd als volgt :

« Une indemnité de direction, à concurrence des quatre cinquièmes à charge de l'État et calculée à raison de 100 francs par classe, est attribuée aux

« Eene bestuursvergoeding, tegen 100 frank par klasse berekend en tot een bedrag van vier vijfden ten laste van den Staat gelegd, wordt toegekend aan

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

ART. 4.

Les huit premiers alinéas de l'article 23 de la loi organique de l'enseignement primaire sont remplacés par le texte ci-après :

Les subsides que l'État accorde annuellement aux communes et aux directions des écoles adoptables sont équivalents aux traitements des membres du personnel enseignant calculés d'après le barème minimum primitivement établi par les articles 29, 30 et 32, ainsi que des indemnités de direction prévues à l'article 33 de la présente loi. Ces subsides sont liquidés mensuellement, et directement au profit des membres du personnel intéressé.

L'article 31, le littéra F de l'article 32 et le 3^e alinéa de l'article 22 de la loi organique de l'enseignement primaire sont abrogés.

Un arrêté royal déterminera la population minima qu'une classe doit avoir et la population maxima qu'elle peut avoir pour que cette classe puisse entrer en ligne de compte pour l'attribution des subsides.

Lorsque l'inspection constate qu'une commune ou une direction d'école adoptée ou adoptable n'observe pas la loi et les règlements et s'obstine à ne pas s'y conformer, les subsides prévus au premier alinéa du présent article lui sont retirés en tout ou en partie par arrêté royal motivé, inséré au Moniteur. Dans ces cas, les traitements du personnel enseignant tombent en tout ou en partie à charge de la commune ou de la direction de l'école.

ART. 5.

Remplacer l'article 33 par le texte ci-après :

« Une indemnité de direction, calculée à raison de 100 francs par classe, est attribuée aux chefs d'école titulaires d'une classe ou qui ont la direction de cinq classes au moins.

ART. 4.

De eerste acht alinea's van artikel 23 der wet tot regeling van het lager onderwijs worden vervangen door den volgende tekst :

De toelagen, door den Staat elk jaar verleend aan de gemeenten en aan de besturen der aanneembare scholen, zijn gelijk aan de jaarwedden der leden van het onderwijzend personeel, berekend naar den minimum-rooster bepaald door de artikelen 29, 30 en 32, alsmede aan de bestuursvergoedingen voorzien bij artikel 33 dezer wet. Deze toelagen worden maandelijks en rechtstreeks ten bate van de leden van het betrokken personeel uitbetaald.

Artikel 31, littéra F, van artikel 32 en lid 3 van artikel 22 der wet tot regeling van het lager onderwijs worden ingetrokken.

Bij koninklijk besluit wordt bepaald het minste getal leerlingen, dat eene klasse hebben moet, en het hoogste getal leerlingen dat die klasse hebben mag, opdat zij in aanmerking kunne komen voor het toekennen der toelagen.

Wordt door het toezicht vastgesteld dat eene gemeente of een bestuur van aangenomen of aanneembare school de wet en de reglementen niet na'eest en hu'sstarrij weigert ze na te leven, dan worden de toelagen, voorzien bij het eerste lid van dit artikel, hun geheel of gedeeltelijk onttrokken bij koninklijk besluit, met redenen omkleed en in het Staatsblad opgenomen. In die gevallen komen de jaarwedden van het onderwijzend personeel geheel of gedeeltelijk ten laste van de gemeente of van het bestuur der school.

ART. 5.

Artikel 33 te vervangen door den volgende tekst :

« Eene bestuursvergoeding, tegen 100 frank par klasse berekend, wordt toegekend aan de schoolhoofden die met eene klasse belast zijn of het bestuur hebben over ten minste vijf klassen.

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

chefs d'école titulaires d'une classe, ou qui ont la direction de cinq classes au moins.

» Cette indemnité ne peut être inférieure à 300 francs, ni supérieure à 600 francs.

» Après vingt-cinq années de service, tout instituteur de classe obtient le titre de directeur d'école, à titre personnel, et a droit à la moitié de l'indemnité de direction. »

ART. 6.

Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 14 :

« Toutefois les résolutions des Conseils communaux portant suppression d'une école gardienne communale ou d'une ou plusieurs places d'institutrice gardienne, sont soumises à l'avis de la Députation permanente et à l'approbation du Roi.

» Toutes les autres dispositions de la loi organique sont applicables aux écoles gardiennes. »

de schoolhoofden die met eene klasse belast zijn of het bestuur hebben over ten minste vijf klassen.

» Deze vergoeding bedraagt ten minste 300 frank, doch mag niet 600 frank overschrijden.

» Na een diensttijd van vijf en twintig jaar bekomt elke onderwijzer eener klasse den titel van schoolbestuurder, ten persoonlijken titel, en heeft hij aanspraak op de helft der bestuursvergoeding. »

ART. 6.

Het navolgende lid wordt aan artikel 14 toegevoegd :

« De beslissingen der Gemeenteraden, houdende afschaffing van eene gemeentelijke bewaarschool of van een of meer plaatsen van onderwijzeres eener bewaarschool, worden echter onderworpen aan het advies der Bestendige Deputatie en aan de goedkeuring des Konings.

» Al de overige bepalingen der organieke wet zijn van toepassing op de bewaarscholen. »

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Widdensafdeeling voorgesteld.

Cette indemnité ne peut être inférieure à 200 francs ni supérieure à 600 francs. »

Deze vergoeding bedraagt ten minste 200 frank, doch mag niet 600 frank overschrijden. »

ART. 6.

(Comme ci-contre).

ART. 6.

(Zooals hiernevens).

ART. 6^{bis}.

Pour pouvoir recevoir des subsides de l'État, toute école gardienne communale, adoptée ou adoptable doit se soumettre aux conditions suivantes :

1° L'École doit être établie dans un local convenable;

2° Les occupations doivent y être organisées conformément aux instructions du Ministre des Sciences et des Arts, qui détermine le nombre minimum d'heures à y consacrer hebdomadairement;

3° Sous réserve des situations acquises

ART. 6^{bis}.

Om Staatstoelagen te kunnen ontvangen, moet elke gemeentelijke, aangenomen of aanneembare bewaarschool aan de volgende vereischten voldoen :

1° De school moet in een behoorlijk lokaal gevestigd zijn;

2° De werkzaamheden moeten er geregeld zijn overeenkomstig de onderrichtingen van den Minister van Wetenschappen en Kunsten, die bepaalt welk minimum-aantal uren daaraan wekelijks moet worden besteed;

3° Onder voorbehoud der op 1 Januari

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

au 1^{er} janvier 1919, les membres du personnel doivent être Belges;

4^o Ils doivent être porteurs du diplôme d'institutrice ou de régente ou du certificat d'aptitude aux fonctions d'institutrice gardienne, lequel certificat ne se délivrera plus qu'à la suite de deux épreuves ad hoc subies à un an d'intervalle au moins. Les situations acquises au 1^{er} juillet 1919 sont maintenues;

5^o L'école doit se soumettre au régime d'inspection de l'État, tel qu'il est établi par la présente loi;

6^o Elle doit adopter le régime de gratuité établi par l'article 16 de la présente loi.

Un arrêté royal détermine le minimum d'élèves qu'une classe gardienne doit avoir et le maximum d'élèves qu'elle peut avoir pour être admise à bénéficier des subsides de l'État.

ART. 6^{ter}

Les subsides de l'État aux écoles gardiennes qui se soumettent aux stipulations de l'article précédent sont équivalents aux traitements du personnel lesquels comprennent nécessairement :

1^o Un traitement de base de 2,000 francs;
2^o Une indemnité de résidence égale à celle qui est prévue à l'article 29 pour les institutrices primaires;

3^o Une indemnité familiale calculée comme pour les instituteurs primaires.

Les institutrices gardiennes ont droit à dix augmentations annuelles de 80 francs suivies de dix augmentations biennales de 120 francs dans des conditions analogues à celles qui sont stipulées pour les instituteurs à l'article 32 de la présente loi.

Toutefois, les institutrices non mariées, vivant en commun, ont droit à un traitement de base de 1,000 francs et aux augmentations de traitement prévues à l'alinéa précédent

1919 verworven toestanden moeten de leden van het personeel Belg zijn;

4^o Zij moeten in het bezit zijn van het diploma van onderwijzeres of van regentes ofwel van het getuigschrift van bekwaamheid tot het ambt van bewaarschoolonderwijzeres; dit getuigschrift zal voortaan afgeleverd worden slechts na twee proeven, met een tusschentijd van ten minste één jaar afgelegd. De op 1 Juli 1919 verworven toestanden worden gehandhaafd;

5^o De school moet zich aan de regeling van het Staatstoezicht onderwerpen, zooals dit bij deze wet is vastgesteld;

6^o Zij moet het stelsel der kosteloosheid aannemen, door artikel 16 van deze wet bepaald.

Een koninklijk besluit bepaalt het minste getal leerlingen dat eene bewaarschoolklasse moet tellen en het hoogste getal dat zij mag tellen om tot het genot der Staatstoelagen toegelaten te worden.

ART. 6^{ter}.

De Staatstoelagen voor de bewaarscholen, die zich onderwerpen aan de bepalingen van voorgaand artikel, zijn gelijk aan de wedden van het personeel, welke noodzakelijkerwijze bestaan uit :

1^o Een aanvangswedde van 2,000 frank;
2^o Eene huishuurvergoeding gelijk aan deze voorzien bij artikel 29 voor de lagere onderwijzeressen;

3^o Eene gezinsvergoeding berekend zooals voor de lagere onderwijzers.

De onderwijzeressen der bewaarscholen hebben recht op tien jaartijksche verhoogingen van 80 frank en daarna op tien tweejaarlijksche verhoogingen van 120 frank, onder dezelfde voorwaarden als deze bij artikel 32 dezer wet vastgesteld voor de onderwijzers.

Evenwel hebben de ongehuwde, in gemeenschap levende onderwijzeressen recht op eene aanvangswedde van 1,000 frank en op de weddeverhoogingen voorzien bij voorgaand

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

ART. 7.

Les traitements des maîtres spéciaux chargés d'enseigner certaines branches dans les écoles où le personnel ordinaire n'a pas les aptitudes voulues pour donner cet enseignement, tels que les maitresses de couture, d'économie domestique, les professeurs de dessin, des travaux manuels, de chant, de gymnastique, d'agriculture, etc., sont calculés à raison de 4 % du revenu des instituteurs par heure hebdomadaire de cours.

Toutes les autres dispositions de la loi organique leur sont applicables.

ART. 8.

L'article 36 est complété comme suit :

« Le traitement est payé mensuellement par le Trésor public; chaque année les parts incombant aux communes dans le paiement de ces traitements sont portées aux budgets des communes. Ces parts sont recouvrables au profit du Trésor public. Le versement en est fait chez les agents du caissier général de l'État avant le

ART. 7.

De wedden van de bijzondere leermeesters, met het onderwijs van sommige vakken belast in de scholen waar het gewoon personeel daartoe niet bekwaam is, als daar zijn de leermeesteressen voor naaldenwerk, huishoudkunde, de leeraars van handteekenen, handwerken, zang, gymnastiek, landbouw, enz., worden berekend tegen 4 t. h. van het inkomen der onderwijzers voor elke uur les per week.

Al de overige bepalingen der organieke wet zijn op hen toepasselijk.

ART. 8.

Artikel 36 wordt aangevuld als volgt :

« De wedde wordt maandelijks betaald door de Openbare Schatkist; ieder jaar wordt het aandeel, dat elke gemeente in die wedde moet betalen, op de gemeentebegroting uitgetrokken. Dit aandeel moet in de Openbare Schatkist gestort worden. De storting geschiedt bij de agenten van den algemeenen kashouder van den Staat vóór 15 De-

Texte proposé par la Section centrale.

mais dont l'import est réduit à 40 francs. Elles ne bénéficient d'aucune indemnité de résidence, sauf le chef d'école qui touche une indemnité double de résidence.

Le traitement du chef d'école gardienne comprend une indemnité de direction calculée à raison de 100 francs par classe, avec minimum de 200 francs et maximum de 600 francs.

La liquidation de ces subsides s'accomplit comme celle des subsides pour les écoles primaires.

ART. 7.

(A supprimer.)

ART. 8.

(A supprimer.)

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

lid, waarvan het bedrag echter verminderd wordt tot op 40 frank. Zij hebben geen aanspraak op eenige huishuurvergoeding, behalve het schoolhoofd, dat eene dubbele huishuurvergoeding ontvangt.

In de wedde van het hoofd eener bewaarschool is begrepen eene bestuursvergoeding, berekend tegen 100 frank per klasse en bedragende ten minste 200 frank en ten hoogste 600 frank.

Deze toelagen worden uitbetaald op dezelfde wijze als de toelagen voor de lagere scholen.

ART. 7.

(Te doen wegvallen.)

ART. 8.

(Te doen wegvallen.)

Texte de la proposition de loi.	Tekst van het wetsvoorstel.
15 décembre de l'année pour laquelle les parts sont dues. »	cember van het jaar, waarvoor het aandeel is verschuldigd. »
ART. 9.	ART. 9.
La disposition suivante est ajoutée à l'article 28 :	De navolgende bepaling wordt aan artikel 28 toegevoegd :
« Dans la supputation des années de service sont comprises les années passées à l'armée par les instituteurs et les élèves normalistes incorporés. »	« Bij het berekenen van de jaren dienst worden de jaren, die de ingelijfde onderwijzers en leerlingen van normaalscholen in het leger doorbrachten, in aanmerking genomen. »
ART. 10.	ART. 10.
Les dispositions ci-dessus sont rendues applicables à partir du 4 ^e juillet 1919.	Bovenstaande bepalingen zijn van toepassing vanaf 1 Juli 1919.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

ART. 9.

(A supprimer).

ART. 9.

(Te doen wegvallen.)

ART. 9^{bis}.

Il est ajouté à l'article 24 de la loi organique de l'enseignement primaire le texte ci-après :

« Cet examen comprend deux épreuves qui doivent être subies à un an d'intervalle au moins, et qui portent sur le programme complet des écoles normales de l'Etat. »

ART. 10.

Les dispositions ci-dessus sont applicables à partir du 1^{er} octobre 1919, sous déduction, le cas échéant, des indemnités de vie chère qui auraient été payées pour une période postérieure à cette date.

Elles seront coordonnées avec les dispositions de la loi organique de l'enseignement primaire.

ART. 9^{bis}

Aan artikel 24 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt de volgende tekst toegevoegd :

« Dit examen bevat twee proeven die met een tusschentijd van ten minste één jaar moeten afgelegd worden en het volledig programma der normaalscholen van den Staat omvatten. »

ART. 10.

Bovenstaande bepalingen zijn van toepassing vanaf 1 October 1919, bij voorkomend geval, mits afrekking van den duurbijslag die voor een tijdperk na dien datum mocht betaald zijn.

Zij zullen met de bepalingen der wet tot regeling van het lager onderwijs samengeordend worden.